

Beschluss nur noch aus einem Artikel. Es soll also anstelle von Artikel 1 heissen: «Einziger Artikel».

Gestatten Sie mir, dass ich als Präsidentin Ihrer Kommission den Kollegen in unserem Rat und auch im Ständerat, die zu einer Einigung Hand boten, bestens danke. Ein besonderer Dank gebührt auch Herrn Bundesrat Brugger, der mit seiner souveränen Führung und toleranten Haltung weitgehend dazu beigetragen hat, dass eine Einigung möglich war und ein Bundesbeschluss der Räte zustande kam. Ich bitte Sie, den Einigungsvorschlag zum Beschluss zu erheben.

**M. Gautier**, rapporteur: La Commission de conciliation que nous vous avons annoncée s'est réunie hier après-midi et est arrivée à la solution suivante que je vous recommande, en son nom, d'accepter:

La Commission de conciliation a décidé de se ranger, en ce qui concerne le préavis à donner au peuple, à l'avis de notre Conseil, en biffant l'article 2 de l'arrêté fédéral, c'est-à-dire en soumettant l'initiative au peuple et aux cantons sans recommandation. En contrepartie, la Commission de conciliation vous propose d'introduire, dans le préambule, une phrase dont le texte vous a été distribué et qui explique la raison de l'absence de recommandation en disant: «L'Assemblée fédérale ... constatant que les deux conseils n'ont pas pu s'entendre sur une recommandation à adresser au peuple et aux cantons, arrête ...» et ensuite il faut lire non pas «Article 1er», mais «Article unique»... L'initiative, etc., est soumise au vote du peuple et des cantons.» C'est une solution de compromis; comme toutes les solutions de compromis, elle a un certain nombre d'avantages et un certain nombre d'inconvénients; elle a, avant tout, l'avantage que le peuple aura à voter sur la base d'un arrêté de l'Assemblée fédérale alors que, s'il n'y avait pas eu de conciliation, si elle avait échoué, le peuple aurait dû se prononcer sur la base d'un arrêté du Conseil fédéral; c'eût été la première fois, dans l'histoire du droit parlementaire helvétique, qu'une telle solution se serait imposée. Je pense donc qu'il est préférable que nous acceptions cette solution de compromis.

**Präsident:** Das Wort hat Herr Bundesrat Brugger. – Er verzichtet.

Die Kommission beantragt Ihnen, dem Antrag der Einigungskonferenz zuzustimmen. Ein anderer Antrag wird nicht gestellt.

*Angenommen – Adopté*

75.223

**Parlamentarische Initiative (Ziegler-Genf).  
Stimmrecht und Wählbarkeit für 18jährige  
Initiative parlementaire (Ziegler-Genève).  
Droit de vote et d'éligibilité abaissé à 18 ans**

Beschluss des Nationalrates vom 17. Dezember 1975 (Seite 1839)  
Bericht der Kommission vom 14. Juni 1976 (BBI II, 1401) an den Nationalrat und den Bundesrat

Stellungnahme des Bundesrates vom 20. Oktober 1976 (BBI III, 1128) zur parlamentarischen Initiative betreffend Stimmrecht und Wählbarkeit für 18jährige

Décision du Conseil national du 17 décembre 1975 (page 1839)  
Rapport de la commission au Conseil national et au Conseil fédéral, du 14 juin 1976 (FF II, 1369)

Avis du Conseil fédéral du 20 octobre 1976 (FF III, 1153) sur l'initiative parlementaire concernant l'abaissement à 18 ans de l'âge requis pour l'exercice du droit de vote et d'éligibilité

*Antrag der Kommission*

Eintreten

*Proposition de la commission*

Passer à la discussion des articles

**M. Paganì**, rapporteur: Pour la deuxième fois, je dois rapporter en tant que président de la commission sur le problème de savoir s'il y a lieu d'abaisser à 18 ans l'âge de la majorité civique, c'est-à-dire l'âge pour l'exercice du droit de vote et d'éligibilité.

Il pourrait apparaître étrange que nous soyons appelés à trancher une deuxième fois un problème de principe parce qu'il s'agit d'un problème de fond à propos duquel l'on ne peut que se déclarer favorable ou non. C'est un problème sur lequel nous nous sommes déjà prononcés pendant la session d'hiver 1975.

Cette situation est due à une disposition de notre règlement qui, à l'article 27, 5e alinéa, prévoit que, dans le cas où la commission chargée de l'examen d'une initiative décide de proposer de la classer, elle ne doit présenter au Conseil qu'un rapport sommaire sans demander l'avis du Conseil fédéral. C'est exactement ce qui s'est passé dans le cas présent. Comme vous le savez, la commission que j'ai l'honneur de présider avait conclu ses travaux et décidé, à la faible majorité de 8 voix contre 7, de ne pas donner suite à l'initiative de M. Ziegler. En tant que porte-parole de la commission, j'ai dû vous inviter à rejeter l'initiative Ziegler alors que, personnellement, je l'approuvais puisqu'elle allait dans le même sens que la motion que j'avais déposée visant à abaisser à 18 ans l'âge de la majorité civile. Malgré la proposition de refus de la commission et malgré l'avis du Conseil fédéral, vous avez décidé d'approuver l'initiative. Par votre vote, vous avez donné à votre commission le mandat de préparer un rapport non plus sommaire mais complet allant dans le sens de votre décision, à l'intention du Conseil fédéral et de ce Conseil. Ce rapport vous a été soumis le 14 juin 1976 et il vous invite à confirmer votre vote de la session d'hiver 1975 et à approuver l'initiative de M. Ziegler. Après tout ce qui s'est passé, après les longues discussions que nous avons eues en commission et le débat qui s'est déroulé dans ce Conseil, mais surtout après le vote positif de ce dernier, j'ose espérer qu'il n'ira pas désavouer sa commission. Il lui a d'ailleurs donné un mandat bien précis et il voudra confirmer, par un vote affirmatif, la décision qu'il a prise au mois de décembre 1975.

En ce qui concerne l'avis du Conseil fédéral émis le 20 octobre 1976, la commission n'est pas appelée à se prononcer du fait qu'elle s'est déjà exprimée dans son propre rapport qu'elle maintient.

A propos de la proposition de modification rédactionnelle du texte de l'initiative suggérée par le Conseil fédéral, je peux vous déclarer, en tant que président de la commission et avec l'accord de l'auteur de l'initiative, qu'il n'y a pas d'opposition.

Quant aux motifs de fond qui justifient la proposition de la commission d'approuver l'initiative, vous les trouvez dans le rapport écrit du 14 juin 1976.

Je me crois donc dispensé de vous les répéter. En conclusion, je vous engage à voter l'entrée en matière et à approuver l'arrêté fédéral qui vous est soumis.

**M. Ziegler-Genève:** Nous sommes dans une situation juridique et parlementaire difficile puisque notre Conseil a déjà accepté cette initiative. Cependant, il subsistait une divergence avec la commission, laquelle entre-temps a été supprimée. En effet, comme vous l'a précisé M. Pagani, la commission accepte, elle aussi, l'initiative et vous soumet un rapport positif. Tout le monde semble donc être d'accord. Néanmoins, pour une raison de règlement que je comprends mal, le Conseil doit se prononcer une deuxième fois sur cette initiative. C'est pourquoi je résume en quelques mots mon exposé des motifs qui vous a déjà été présenté dans les rapports écrits que vous avez reçus.

Il s'agit d'abaisser le droit de vote des jeunes femmes et jeunes hommes de notre pays de 20 à 18 ans. Il s'agit uniquement de modifier la majorité civique et non la majorité civile. C'est l'article 74 de la constitution qui est visé en la matière. Celui-ci en effet impose actuellement la limite d'âge de 20 ans à la participation à la vie publique de ce pays. Il s'agit là d'une discrimination inadmissible que nous devons supprimer, à l'instar des grands peuples d'Europe qui nous entourent. La réglementation actuelle date de 1848, époque de la fondation de l'Etat fédéral. Cette disposition a donc plus de 130 ans; or, durant tout ce temps, selon toute évidence et vous le savez comme moi, la société suisse a profondément changé comme toutes les autres sociétés civiles qui nous entourent.

Je vais vous citer tout d'abord un certain nombre d'aspects purement phénoménologiques de cette discrimination. Ainsi par exemple, aujourd'hui à Genève, 832 apprentis des secteurs industriels, possédant une excellente formation et âgés de 18, 19 ou un tout petit peu moins de 20 ans, cherchent du travail et n'en trouvent pas. Ils sont chômeurs et ils en souffrent; ils ne peuvent absolument pas participer à la gestion de l'Etat alors qu'ils souffrent gravement de la politique que leur impose la majorité bourgeoise du Conseil fédéral. Les jeunes travailleurs de moins de 20 ans paient des impôts comme tout le monde mais ne peuvent discuter de l'emploi du produit de ces impôts. Les jeunes gens de moins de 20 ans doivent accomplir leur service militaire mais ne peuvent en aucune façon discuter démocratiquement de l'usage que l'on fait de la force militaire.

A tous les niveaux, il y a donc discrimination. L'Etat, la société, réclament des prestations économiques, sociales, financières, militaires aux jeunes de moins de 20 ans et en même temps, sous le couvert d'une disposition archaïque datant de plus de 130 ans, leur refusent toute participation démocratique à la gestion d'affaires qui, pourtant, les concernent très directement.

La situation au niveau cantonal est très variable. A Schwytz, par exemple, on vote depuis très longtemps dès l'âge de 18 ans, dans d'autres cantons également. Il y eut un système de préconsultation au cours de laquelle Zurich, le Tessin, le Valais, les deux Bâles, par exemple, se sont prononcés pour le droit de vote à 18 ans. Le Jura vote à 18 ans. Le paysage social de la Suisse aux niveaux cantonal et communal est donc extrêmement varié.

En conséquence, l'unique but visé par mon initiative, c'est que le peuple puisse se prononcer sur la suppression de la discrimination envers les jeunes.

Je voudrais encore faire observer qu'il s'est opéré au sein de ce Conseil, depuis que j'en suis membre, un intéres-

sant changement à propos des jeunes. Après mai 1968, après ce brusque réveil politique de la jeunesse européenne, M. Tschudi, alors conseiller fédéral, a très intelligemment compris les problèmes de l'heure.

Il a nommé une commission, présidée par notre collègue, M. Gut, qui a engagé un certain nombre de sociologues. Ceux-ci ont élaboré, pour le Conseil fédéral et pour nous-mêmes – vous l'avez reçu – un rapport intéressant sur la situation actuelle des jeunes de notre pays, sur le plan social, politique et économique. C'est un document capital qui démontre clairement que de profondes mutations sont intervenues dans la mentalité de nos jeunes et qui témoignent d'une volonté de participation à l'Etat démocratique tout à fait évidente. M. Tschudi était tout prêt à en tirer les conséquences. Malheureusement, entre-temps, il a quitté le Conseil fédéral.

C'est alors le rituel parlementaire: deux postulats Tanner, la motion Schaller, un certain nombre d'interventions bien motivées, des discussions et, chaque fois, le Conseil fédéral a déclaré: «Oui, c'est intéressant, nous allons examiner ce postulat.» Et rien ne s'est jamais passé. Autrement dit, mon initiative parlementaire et, par là, la votation par le peuple sur ce point fondamental – suppression de la discrimination politique envers les jeunes – constituent aujourd'hui la seule issue.

Enfin, nous allons examiner quelle est cette mutation présente clairement dans le rapport Gut et qui est intervenue dans notre pays comme dans tous les pays industriels d'Europe. On observe tout d'abord une socialisation beaucoup plus rapide. Les enfants, les adolescents et les jeunes gens de notre pays atteignent beaucoup plus rapidement leur maturité personnelle qu'il y a cent ans, la personnalité est formée beaucoup plus tôt. L'information est plus intense, les programmes scolaires également, le déplacement dans l'espace est plus aisé, etc. Personnellement, je n'ai qu'un enfant de 6 ans, je ne puis parler par expérience familiale mais le peux plutôt par ma connaissance des étudiants. La comparaison entre les étudiants d'aujourd'hui et ceux de notre génération montre déjà un changement fondamental. Aujourd'hui, une jeune femme ou un jeune homme de 18 ans ne sont plus des adolescents, ce sont des adultes avec une maturité, une intelligence, une raison affirmées et souvent impressionnantes. La mutation est évidente. Les rapports entre adultes et jeunes ont également changé, je pense en particulier aux rapports hiérarchiques. Une école n'est plus ce qu'elle était il y a 130 ans, pas plus que l'université ou que l'armée. Les rapports hiérarchiques se sont aujourd'hui transformés en rapports de réciprocité. De plus, la position économique des jeunes a changé. J'ai parlé des apprentis qui ont terminé leurs examens d'apprentissage et qui cherchent désespérément du travail. Ils sont aujourd'hui près d'un millier à Genève qui subissent cette injustice dans leur chair, dans leur famille. Il faut leur donner la possibilité de se prononcer sur le plan politique. Je ne parlerai même pas de la maturité sexuelle qui a donné tant de travail à la commission qui devait réviser le code pénal. Il est évident qu'aujourd'hui elle est aussi beaucoup plus avancée.

Que voit-on dans notre pays? Lors de toutes les grandes votations, ce sont très souvent les classes âgées qui arbitrent. Nous sommes un pays vieux, du point de vue politique, puisque nous excluons volontairement toute une classe d'âge de jeunes du processus décisionnel. Donc, les vieux qui nous gouvernent, pourrait-on dire, ces classes âgées qui souvent font la balance dans une votation serrée sont des classes conservatrices. Il est injuste que les jeunes aient à porter le poids de ces classes conservatrices.

Quelles sont aujourd'hui les options ouvertes? Eh bien! c'est intégrer ou ne pas intégrer ces nouvelles classes d'âge. D'ailleurs, ceux qui sont plutôt de tendance conservatrice dans cette salle ne doivent pas trop s'effrayer puisque cette nouvelle classe ne représente qu'environ 3 pour

cent de l'électorat helvétique. Même un homme aussi peu progressiste que M. Giscard d'Estaing a osé abaisser de 21 à 18 l'âge de vote et la France ne se porte pas plus mal depuis lors. Il s'agit donc d'intégrer, pour des raisons de justice, une nouvelle classe de jeunes dans le domaine politique, supprimer une discrimination, et surtout et aussi briser la dictature des classes âgées dans le processus électoral et de votation. Je mentionne en passant, pour ceux qui se plaignent de l'abstentionnisme qui est un fléau de notre pays, qui se plaignent que la démocratie suisse n'ait plus d'assises populaires larges comme elle devraient en avoir, que c'est maintenant qu'il faut prendre des mesures. Si on veut combattre l'abstentionnisme, si on veut donner les assises les plus larges possibles à cette démocratie, c'est en intégrant et en donnant aux jeunes des droits d'élection qu'on fortifiera cette démocratie et qu'on élargira les assises mêmes du processus électoral.

Je me tourne maintenant vers M. le conseiller fédéral Furgler avec un profond étonnement. Il est peut-être celui parmi les conseillers fédéraux, mis à part évidemment les socialistes qui sont progressistes par définition, celui qui est le plus profondément acquis à l'idée de réforme et qui le prouve par la réforme du droit de la famille et dans plusieurs autres domaines cruciaux et très délicats où les oppositions étaient vives, qu'il sait prendre le taureau par les cornes, aller de l'avant et supprimer les discriminations là où elles subsistent encore dans notre pays. Or je m'étonne que M. Furgler – qui, je le répète, est un homme de réforme – soit timoré devant ce problème de l'âge de vote à 18 ans, de la suppression de la discrimination. Je dois préciser que, la dernière fois, M. Furgler n'était pas méchant et qu'il n'a pas combattu l'initiative avec la fougue qu'il peut mobiliser à d'autres moments, mais il ne s'y est pas rallié alors qu'il s'agit là d'une cause qui le concerne et qui se trouve dans le droit chemin de ce qu'il veut faire pour notre pays à la tête du Ministère de la justice.

J'espère et j'attends avec beaucoup d'impatience son intervention qui certainement sera une intervention cette fois-ci contre la discrimination et pour l'égalité des droits politiques dans notre pays.

Plus personne d'ailleurs, si je raisonne dialectiquement, n'invoque l'immaturation de jeunes gens entre 18 et 20 ans, et personne dans le dernier débat et à la commission n'a invoqué cet argument. Mais il y en a d'autres – les retardataires – qui disent comme M. Dürrenmatt, hier encore, que ce n'est pas une chose urgente. Selon eux, il y aurait des choses plus urgentes à faire en Suisse que de supprimer cette discrimination. Non, tant qu'il y a discrimination, il faut tout faire pour la supprimer. C'est aussi urgent que d'autres tâches que nous avons et il ne faut plus attendre parce qu'il y a toute cette histoire parlementaire, l'échec du postulat Tanner, de la motion Schaller, et j'en passe, qui nous incitent maintenant à aller devant le peuple.

Je termine en vous disant: est-ce que nous allons tomber dans le ridicule en pleine Europe en mutation, face à une société civile helvétique en mutation elle aussi, en rééditant «l'exploit du vote des femmes» où pendant des années, depuis 1959 exactement, on a dit «en fait, il n'y a plus rien qui s'y oppose, les femmes ne sont pas moins mûres ou plus mûres que les hommes politiquement, c'est une discrimination, mais c'est trop tôt»? Nous nous sommes couverts de ridicule en retardant sans aucun argument l'introduction du droit de vote des femmes qui depuis très longtemps – une génération au moins – s'imposait comme une évidence. Nous ne voulons pas rééditer cet exploit et nous voulons supprimer la discrimination qui afflige encore les jeunes qui souffrent économiquement, paient des impôts, font du service militaire, ont un certain nombre de devoirs et qui, en même temps, sont exclus de la gestion de cet Etat. Nous voulons donner à la démocratie les bases les plus larges, à chaque citoyen, dès qu'il arrive à la maturité, la pleine jouissance de ses droits, de ses capacités et surtout nous voulons que le peuple

suisse, enfin, puisse se prononcer sur cette réforme fondamentale.

Je vous prie donc de vous rallier à ma proposition, l'«abaissement du droit de vote pour les hommes et les femmes de 20 ans à 18 ans», suppression donc de cette discrimination inadmissible et qui date de 1848, et je vous demande d'accepter que cette proposition vienne devant le peuple afin que celui-ci puisse se prononcer librement.

Frau Ribi: Der Bundesrat hat in seiner Stellungnahme zum Bericht der Initiative einen Standpunkt eingenommen, der sich nicht mit der Mehrheit der Kommission deckte. Von dieser wurde mit 8 : 7 Stimmen seinerzeit eine Motion gutgeheissen, die den Bundesrat aufforderte, eine Verfassungs- und Gesetzesrevision vorzubereiten, um das Mindestalter für Stimmrecht und Wählbarkeit auf 18 Jahre herabzusetzen, dies jedoch erst im frühest geeigneten Zeitpunkt und verbunden mit der Herabsetzung der zivilen Mündigkeit auf 18 Jahre. Niemand wird behaupten wollen, dass der Zeitpunkt heute als geeignet bezeichnet werden kann oder muss. Zu viele Abstimmungen auf kantonaler Ebene in dieser Sache sind in den letzten Jahren negativ verlaufen. Auch die Einstellung der Jugendlichen selber ist geteilt. Die Tatsache, dass bei den 17- bis 18jährigen mehr Jugendliche für die Herabsetzung wären als bei den 19- bis 20jährigen, unterstützt zwar die These, die ich auch persönlich verfechte, dass man Jugendliche im Anschluss an ihre Schul- und Berufsausbildung und damit an den staatsbürgerlichen Unterricht, den sie in der Schule genossen haben, besser für die Politik motivieren kann als später. Dies wäre meines Erachtens einer der Gründe, der für die Herabsetzung spräche. Will man nun aber auch die Herabsetzung der zivilen Mündigkeit damit verbinden, so sind ohne Zweifel noch sehr ausgedehnte Studien und Vorarbeiten nötig, die einer Abstimmung über die Einführung vorausgehen haben. Dafür fehlt wohl im Moment Bundesrat und Parlament die Zeit. Es gibt wichtigere Prioritäten. Das zeigt sich auch in den bundesrätlichen Richtlinien zur Regierungspolitik 1975–1979. Dort hatte diese Verfassungsrevision noch keinen Platz.

Ich empfehle Ihnen im Namen der freisinnig-demokratischen Fraktion, sich der Ansicht des Bundesrates anzuschliessen und sich damit einverstanden zu erklären, dass das Geschäft vorläufig nicht weiterverfolgt wird.

M. Carobbio: Au nom du groupe du Parti du travail et du Parti socialiste autonome j'apporte ici notre adhésion à l'initiative Ziegler visant à abaisser à 18 ans l'âge requis pour l'exercice du droit de vote et d'éligibilité. Je ne veux pas répéter ici les arguments en faveur de la proposition; ils ont déjà été exposés par M. Ziegler. Nous pouvons, en général, nous y rallier. Nous voudrions simplement ajouter que nous ne voyons aucune raison, ni de principe, ni d'ordre pratique, de ne pas passer à la modification constitutionnelle visant à donner le droit de vote à 18 ans. Il est certain qu'un jeune, à 18 ans, a la possibilité et la capacité de s'occuper des affaires politiques et de prendre position aussi bien qu'un citoyen de 20, 30 ou 40 ans. Cela ne veut pas dire qu'il est prêt à s'en occuper. Mais le problème de la participation ou non des citoyens et des jeunes à la vie politique n'est pas un problème d'âge donnant droit à l'exercice du droit de vote. C'est un problème de possibilités effectives et non seulement formelles qu'ont aujourd'hui en Suisse les citoyens de participer à la définition des choix qui les intéressent soit sur le plan de l'adoption des lois, soit sur le plan des conditions de travail et de vie. Dans ce sens, c'est-à-dire dans le sens d'une réalisation réelle de la démocratie à tous les niveaux, surtout au niveau économique, il reste encore beaucoup à faire. L'octroi du droit de vote à 18 ans constitue un bien petit pas dans cette direction.

Je dirai encore que je ne me fais pas d'illusions sur le fait qu'il suffit de donner le droit de vote à 18 ans pour assurer la participation des jeunes à la vie politique. Il est même possible qu'à court terme on enregistre des dé-

ceptions dans ce domaine. Malgré tout cela il n'y a, je le répète, aucune raison de principe de s'opposer à l'initiative. Nous comprenons difficilement les raisons qui poussent le Conseil fédéral à y être opposé alors qu'il ne peut pas invoquer une opposition de principe à la modification. Les arguments d'ordre pratique donnés dans le rapport ne nous convainquent pas. Le fait, en particulier, que sur 30 000 jeunes interrogés, seule une minorité s'est montrée intéressée à l'innovation, ne dit rien quant à la justesse de la proposition. Il suffirait de rappeler ici que lorsqu'on avait parlé de donner le droit de vote aux femmes, dans ce cas-là aussi la majorité des intéressées étaient opposées au commencement, à l'introduction du droit de vote. Quant à l'argumentation selon laquelle il ne s'agirait pas d'un problème urgent, je dirai ceci: tout en étant d'accord sur le fait qu'il existe, aujourd'hui, bien d'autres problèmes plus urgents, pour les jeunes en particulier – je pense ici à la question du chômage des jeunes, au problème de la condition des jeunes dans notre société – je ne vois aucune raison de reporter l'innovation à plus tard. Elle pourrait même – en fait j'en doute malgré tout – contribuer à poser plus concrètement et sérieusement les problèmes plus urgents des jeunes, tel que celui de l'occupation.

De toute façon, il faut dire qu'il y a contradiction entre les discours qui, face à la contestation des jeunes, réclament de ceux-ci la formulation de propositions et de choix responsables et le refus de leur accorder le plein droit, dès 18 ans. Cela est d'autant plus vrai et important si l'on pense au fait que c'est justement dans des milieux de jeunes, ces dernières années, qu'ont été présentés des discours et des revendications nouvelles quant à une conception diverse et alternative du développement et de l'organisation de la vie dans cette société.

Je dirai encore que nous sommes non seulement en faveur du droit de vote à 18 ans, mais également en faveur de l'abaissement à 18 ans de la majorité civile, cela pour uniformiser la matière.

Pour conclure, je réaffirme ici que nous voterons positivement pour l'initiative Ziegler et que nous appuierons la proposition.

**Weber-Arbon:** Für die sozialdemokratische Fraktion beantrage ich Ihnen, der Initiative unseres Ratskollegen Ziegler Folge zu geben. Ich gestatte mir dazu folgende kurze Überlegungen: Wir erklären die 18- bis 20jährigen schon heute in verschiedenen Bereichen unserer Gesetzgebung als voll verantwortlich. Ein paar Beispiele. Im Strassenverkehrsgesetz die Berechtigung eines jungen Menschen, vom 18. Altersjahr an einen Führerausweis zu erwerben. Im Zivilgesetzbuch in Artikel 96 die Norm, die sagt, dass die Frau vom 18. Altersjahr an ehedfähig ist. Und dann jene berühmte und wohl kürzeste Gesetzesnorm unseres Zivilgesetzbuches, ja vielleicht unserer gesamten Gesetzgebung allgemein, der Artikel 14 Absatz 2, der aus lediglich drei Worten besteht und lautet: «Heirat macht mündig.» Ich verweise Sie auch auf Artikel 467 unseres Zivilgesetzbuches: die Testierfähigkeit, also die Fähigkeit, eine letztwillige Verfügung auszuarbeiten. Diese Berechtigung gilt vom vollendeten 18. Altersjahr an. Schliesslich ist auch bezeichnend, dass im Strafgesetzbuch zwischen den Altersstufen vom 15. bis 18. Altersjahr und andererseits zwischen dem 18. und dem 25. Altersjahr (die Gruppe der jungen Erwachsenen) unterschieden wird. Oder im Artikel 28 des Strafgesetzbuches: das Recht, selbständig einen Strafantrag zu stellen, besteht vom 18. Altersjahr an. Wir stellen also fest: Die Verwirklichung der Initiative Ziegler, die Ausweitung des Stimm- und Wahlrechtes zurück bis zum 18. Altersjahr, führt nicht etwa zu einer verstärkten Rechtsverunsicherheit.

Und nun ein paar Bemerkungen zu den Argumenten, die der Bundesrat für seine Argumentation ins Feld führt. Sie sind nach meinem Empfinden ausgesprochen nicht überzeugend. Der Bundesrat sagt selber in seinem Bericht auf Seite 2 Ziffer 2: «Der Bundesrat ist der Ansicht, dass auch heute – wie bereits im Jahre 1973 – Gründe für und Grün-

de gegen eine Herabsetzung des Stimmrechtsalters sprechen.» Nun die Frage: Welche Gewichtssteine waren in der Waage des Bundesrates entscheidend für seine Schlussfolgerung? Eine Argumentation lautet dahin, es ist die erste übrigens in der Reihenfolge, das Vernehmlassungsverfahren, das durchgeführt worden sei, hätte keine eindeutige Tendenz aufgewiesen. Es ist symptomatisch und typisch zugleich, dass dieses Argument in der Reihenfolge als Nummer 1 erscheint. Sind wir – frage ich – wirklich heute in unserer Demokratie so vernehmlassungsgläubig geworden, dass das ein Argument ist, das an die erste Stelle gesetzt werden soll? Hat das für den Bundesrat genügt, auf eine Neuerung zu verzichten, ausgerechnet in diesem Bereich der Ausgestaltung unserer Volksrechte?

Eine weitere Argumentation geht dahin, dass die Herabsetzung des Stimmrechtsalters in einigen Kantonen in der letzten Zeit verworfen worden sei. Frage: Ist das ein Argument dagegen? Darf ich Sie erinnern an die Geschichte der Entwicklung und Verwirklichung des Frauenstimm- und -wahlrechtes? Ich kann mich sehr gut erinnern, dass gegen Ende der fünfziger Jahre der damalige Chef des Justiz- und Polizeidepartements, Herr Bundesrat Feldmann, die These vertreten hatte: Es ist notwendig, dass wir auf eidgenössischer Ebene dieses Thema einmal in aller Breite zur Diskussion stellen. Sie wissen, der Ausgang jenes Abstimmungsergebnisses im Jahre 1959 war negativ, aber auf kantonaler Ebene – speziell in der welschen Schweiz – führte das damals dazu, dass ein Durchbruch erfolgt ist, der später, 1970, doch zum Erfolg, zur Verwirklichung des Frauenstimm- und -wahlrechtes geführt hat. Frage heute: Wäre es nicht den Versuch wert, den Souverän zu dieser Frage Stellung nehmen zu lassen, dadurch dass eben dieser Initiative Folge gegeben wird?

Zu den Argumenten Überlastung des Gesetzgebungsapparates des Bundes und mangelnde Dringlichkeit einer solchen Vorlage: Ich weiss nicht, ob diese in der Öffentlichkeit wirklich ankommen. Ich hätte es begrüsst, wenn der Bundesrat auf diese Argumente verzichtet hätte.

Zum Schluss eine grundsätzliche Bemerkung: Unsere Demokratie ist schon recht häufig als die Staatsform der Geduld bezeichnet worden. Die Entwicklung der Einführung des Frauenstimm- und -wahlrechtes ist ein eindrückliches Beispiel dafür. Ich frage hier bei der Behandlung dieses staatsrechtlichen und staatspolitischen Themas: Ist es nicht möglich, dass es auch mit diesem politischen Anliegen ähnlich geht? Das muss bedeuten, dass wir als eidgenössischer Gesetzgeber, selbst wenn wir noch Zweifel haben, uns im Zweifel zugunsten eines Verfahrens einsetzen müssen, das den Souverän und nicht das Parlament zu dieser Frage definitiv Stellung nehmen lässt. Deshalb sage ich ja zu diesem Versuch, ja zur Initiative Ziegler.

**Frau Meier Josi:** Mit dem Kommissionspräsidenten möchte ich Ihnen nochmals in Erinnerung rufen, dass sich unser Rat kürzlich trotz ursprünglich ablehnendem Kommissionsbericht zugunsten des Initiativanliegens aussprach. Gemäss Verfahrenslogik der parlamentarischen Initiative kam denn auch zwingend der uns vorgelegte positive Bericht zustande. Ich meine daher, dass uns heute nichts anderes zu tun bleibt, als endlich die Detailberatung des Bundesbeschlusses über die Bühne zu bringen. Die Eintretensdebatte mit der ganzen Auslegung von Pro und Contra haben wir doch das letzte Mal hinter uns gebracht. Dabei halte ich es für richtig, die vom Bundesrat vorgeschlagene Textkorrektur einzufügen; denn für das kantonale Recht bleibt nach Ausschöpfen der bestehenden Rechtsetzungskompetenz des Bundes kein Raum mehr.

Ich bitte Sie, dem so korrigierten Antrag Ihre Zustimmung zu geben, selbst wenn Sie sachlich zögern. Ein Nein unseres Rates wäre heute, nachdem ja in Ihrem Auftrag dieser Beschluss ausgefertigt wurde, nicht verständlich. Er würde bedeuten, dass unser Rat heute nicht mehr weiss, was er gestern sagte, ohne dass sich die Entscheidgrundlagen auch nur im geringsten über Nacht geändert hätten. Manches spricht dafür, dass wir endlich die nötige Klärung

durch Volksentscheid auf Bundesebene einmal herbeiführen, wenn – und das ist ja auch noch zu bedenken – diese Initiative überhaupt die Hürde des Zweitrates nimmt. Lassen Sie doch diesen Zweitrat, in dem gerade auch die Kantone mit ihrer Praxis der 18jährigen vertreten sind, einmal zu Wort kommen.

Es bleibt dann nur noch zweierlei zu wünschen, falls es zu einer Abstimmung kommen sollte, nämlich dass sich die jungen Leute selbst für dieses Anliegen einsetzen und damit ihre Reife unter Beweis stellen, und dass im Anschluss an ein allfälliges Durchsetzen der Idee eine Übereinstimmung zwischen politischer und ziviler Mündigkeit neu gesucht wird.

**Mme Bauer:** Faut-il vraiment accorder le droit de vote à 18 ans? Un examen rapide du problème pourrait, dans un premier temps, nous inciter à répondre par l'affirmative. Tout d'abord, nous aimons la jeunesse, nous avons foi en elle, nous la trouvons généreuse et désintéressée et nous pensons qu'elle saura réparer certaines erreurs que nous avons commises. Nous sommes donc prêts à lui faire confiance.

Il est évident, d'autre part, que les jeunes sont mieux informés que ne l'étaient les gens de notre génération. Grâce aux «mass media», ils sont au courant de tout ce qui se passe dans le monde. Ainsi pourrait-on penser qu'ils atteignent plus rapidement à une vision globale, qui leur permettrait d'établir des comparaisons et de choisir en connaissance de cause. Ils seraient donc plus vite mûrs et capables de discernement.

Plusieurs gouvernements, on nous l'a dit, se sont laissés convaincre. La France, par exemple, a admis le vote à 18 ans, tout comme l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, d'autres encore. On peut même citer deux cantons de la Suisse centrale, Schwytz et Zoug, où les jeunes, selon une ancienne tradition, peuvent voter à 18 ans dans le premier, à 19 ans dans le second. La constitution du canton du Jura prévoit également d'accorder ce droit à 18 ans.

Enfin, n'est-il pas incontestable qu'intervient une part d'arbitraire, lorsqu'on fixe à 20 ans plutôt qu'à 18, 19 ou 21 ans la majorité légale? Si certains individus, en effet, sont mûrs à 18 ans, d'autres, hélas! ne le seront jamais, dusent-ils atteindre un âge fort avancé. Pourtant, il faut bien fixer une limite.

Pour notre part, après avoir pesé le pour et le contre, nous optons pour le statu quo. Nous ne nous attarderons pas sur les réticences exprimées par certains qui, insistant sur le caractère excessif des prises de position des jeunes, redoutent qu'ils ne votent les uns trop à droite, les autres trop à gauche. En fait, on pourrait dès lors admettre que ces votes s'annuleraient, partiellement au moins. Par contre, nous insistons sur la nécessité absolue que coïncident et la majorité civique et la majorité civile. L'une ne peut être avancée sans que l'autre le soit également, sous peine de contradictions et de complications inextricables. La majorité est un tout, qu'il importe d'aborder globalement.

Si, dans quelques années, on devait revenir sur ce problème, ce qui est fort probable, il serait indispensable de traiter à la fois des deux majorités.

Il convient également de réfuter l'argument selon lequel l'information dispensée par les «mass media» hâterait le mûrissement des jeunes. Il semble au contraire que l'excès d'information, le harcèlement continu de l'information engendrent la passivité et favorisent la dispersion, l'éparpillement, plutôt que la concentration nécessaire à la réflexion.

La maturité psychique et intellectuelle ne va pas de pair, nous le savons d'autre part, avec la maturité physique. Alors que cette dernière est nettement plus précoce depuis quelques décennies, que la puberté chez les filles survient en moyenne à 12 ans – contre 14 il y a trente ans dans notre pays –, on peut noter au contraire sur le plan psychique un ralentissement du phénomène de maturation, un affaiblissement du sens des responsabilités qui se

traduit bien souvent par un refus de l'engagement. Les conditions de vie trop faciles qui ont caractérisé ces dernières années, ainsi que l'allongement des études expliquent en partie ce recul. Confrontés plus tardivement aux réalités de la vie professionnelle, aux difficultés de la vie pratique, les jeunes ont besoin de plus de temps pour acquérir la force de caractère, la maturité dont doivent faire preuve, par exemple, les fils des paysans et des artisans des cantons de Suisse centrale mentionnés tout à l'heure.

Enfin, argument de poids dont nous devons tenir compte, dans les neuf cantons où depuis 1972 on a voté sur ce sujet, une majorité souvent importante s'est prononcée contre le vote à 18 ans: 73 401 non à Genève contre 22 494 oui, 26 302 non à Bâle-Ville contre 10 066 oui, 213 045 non à Zurich en 1974 contre 69 564 oui, soit, dans ces trois villes, à près de trois contre un. La plupart des jeunes eux-mêmes, selon des sondages publiés dans la presse, ne souhaiteraient pas faire usage de ce droit. D'ailleurs, une étude sur l'abstentionnisme menée par le Centre de sociologie de l'Université de Genève, sous la direction du professeur Girod, confirme que la participation électorale croît avec l'âge et que les citoyens de 20 à 24 ans sont fortement abstentionnistes. Autre conclusion intéressante: selon le Rapport de 1975 sur les examens pédagogiques des recrues, les deux tiers des recrues interrogées se sont déclarées défavorables au vote à 18 ans. Compte tenu de ce refus des cantons et du manque d'intérêt manifesté par les jeunes eux-mêmes à l'égard du droit de vote, nous proposons à ce Parlement, par réalisme politique, de refuser l'initiative.

**Nebiker:** Unser Rat hat am 17. Dezember 1975 beschlossen, der Initiative Ziegler Folge zu geben. Ich bin etwas überrascht, dass wir jetzt wieder eine ausführliche Eintretensdebatte führen über ein Problem, das wir schon behandelt haben. Die Kommission legt Ihnen aufgrund dieses Entscheides von damals einen Bericht vom 14. Juni 1976 vor mit der Formulierung des neuen Verfassungsartikels 74 Absatz 2.

Der Bundesrat schlägt dagegen eine kleine Modifikation vor, die meiner Ansicht nach sehr berechtigt ist. Es ist sinnlos, jetzt eine lange Eintretensdebatte zu führen. Wir müssen uns nur darüber entscheiden, ob der vorgeschlagene Text des Verfassungsartikels richtig ist. Dazu sagt auch die SVP-Fraktion ja. Ich beantrage Ihnen also, dem modifizierten Text zu Artikel 74 Absatz 2 BV (gemäss Vorschlag des Bundesrates) zuzustimmen.

**M. Ziegler-Genève:** Je répondrai seulement à Mme Bauer et à Mme Ribi, puisque mes autres collègues sont tout à fait d'accord avec moi.

Madame Bauer, voilà qui est étrange: vous dites aimer la jeunesse, mais vous voulez la priver de son droit de vote. Vous luttez, vous personnellement, en faveur des mouvements écologiques, et je vous en rends hommage: Versoix-nucléaire, protection de la nature, lutte contre les démolitions, etc. Or réfléchissez un instant: qui, en Suisse romande, impose la lutte antinucléaire, la lutte pour la protection de la nature, la lutte contre les démolitions en ville de Genève? Qui? Quelle est la moyenne d'âge? Quels sont ces mouvements? Eh bien ce sont des mouvements de jeunes, des mouvements écologiques; donc: les problématiques les plus novatrices ont été apportées par des jeunes. Alors leur refuser, comme vous le dites et puisque vous les aimez, les droits politiques est un non-sens total qui ne fait pas un honneur excessif au Parti libéral dont vous étiez le porte-parole tout à l'heure.

Le deuxième point que je veux soulever, après Mme Meier et MM. Nebiker et Weber, concerne l'attitude du Parti radical. On a tout de même le droit de s'étonner! J'ai ici, devant moi, les procès-verbaux des séances de la commission. Mme Ribi a été très active, à aucun moment elle n'a refusé l'entrée en matière. Active et intelligente, elle est intervenue, proposant des modifications par-ci, des modifi-

cations par-là. Collaboration intense aux discussions. Lors du dernier débat, beaucoup de radicaux ont voté oui; le 6 octobre 1971, M. Schaller, qui n'est pas n'importe qui dans ce parti, a déposé une motion importante qui demandait exactement ce que je demande aujourd'hui. Lors des débats du 6 juillet 1972 et du 29 novembre de la même année, les radicaux sont intervenus vigoureusement en faveur de la motion Schaller pour la suppression de la discrimination politique envers les jeunes. Mais, aujourd'hui, Mme Ribli, au nom du Parti radical, vient nous dire qu'il faut suspendre, renvoyer. Est-ce alors une proposition de non-entrée en matière ou est-ce voter non sur le fond? Il faudrait savoir. C'est au président de trancher.

Mais je pense qu'il y a là une hypocrisie fondamentale du Parti radical dans cette affaire. Ce parti fait mine, pour des raisons politiques, de collaborer à cette réforme, dépose des motions, envoie ses mandatés dans les commissions, vote dans un premier débat «oui», mais lorsque vient le moment de la votation définitive qui donnera enfin au peuple le droit de voter sur cette réforme, eh bien! le Parti radical répond non, déclare qu'il s'est trompé, que cette discrimination ne doit pas être supprimée, et cela par cette crainte viscérale qu'ont les classes que représente ce parti d'une jeunesse moins domestiquée, moins obéissante et peut-être un tout petit peu plus libre que dans le passé. Je dénonce cette hypocrisie, je dénonce cette volte-face qui me semble être assez inadmissible dans une affaire fondamentale comme celle-là.

Sur le plan parlementaire, plus personne ne semble comprendre ce qui se passe. Le président me dit: il y a une demande de non-entrée en matière. D'où vient-elle? Vient-elle du Conseil fédéral, alors il faudrait qu'il le dise! Est-ce le Parti radical qui ne veut pas entrer en matière? Il faut qu'il le dise aussi. Renvoyer, suspendre, cela ne signifie rien. Si ni du conseil fédéral, ni du Parti radical il n'émane une proposition de non-entrée en matière, je demanderai à notre présidente de déclarer que celle-ci n'est pas combattue parce que jusqu'ici on n'est pas arrivé à la localiser et j'aimerais bien que l'on soit précis sur ce point. Si le Parti radical ne veut pas entrer en matière, qu'il fasse ici une proposition et prenne ses responsabilités.

En conclusion, avec les porte-parole des Partis socialiste, communiste, démocrate-chrétien et du Centre, je répète que ce Conseil ne peut pas se déjuger, que nous avons voté «oui» pour cette initiative et qu'il faut l'accepter. Deuxièmement, il ne faut pas priver les jeunes de leurs droits légitimes, et, troisièmement, il ne faut pas priver plus longtemps le peuple suisse de l'occasion de s'exprimer librement sur cette affaire.

M. Paganl, rapporteur: Je suis avant tout reconnaissant à ceux qui ont, comme Mme Josi Meier, MM. Weber et Nebiker, rappelé que nous avons tranché le vrai problème de fond pendant la session d'hiver 1975 lorsque nous avons, contre le préavis de la commission, dit «oui» à l'initiative Ziegler et quand nous avons donné un mandat bien précis à votre commission d'élaborer un rapport complet à l'intention du Conseil fédéral et de ce Conseil. Il serait bien étrange qu'aujourd'hui nous revenions sur cette décision de fond, de principe.

Je rappelle que c'est un problème de fond parce qu'il ne s'agit pas et il ne s'agissait pas en 1975 de discuter des divers aspects du problème, il n'y a qu'une alternative: être favorable ou être opposé.

Maintenant, je voudrais tout de même dire deux mots à Mme Bauer. Elle prétend que les jeunes ne s'intéressent pas tellement au problème et ne désirent pas l'abaissement de la majorité civile et civique à 18 ans. Je crois qu'il est très difficile d'accepter une motivation pareille **qui n'est pas démontrée. Je crois savoir que les mouvements politiques de la jeunesse ont présenté ce postulat, en tout cas ceci vaut pour le mouvement de la jeunesse de**

mon parti. Une enquête sérieuse et complète n'a pas encore été effectuée et celles qui ont été faites ont prouvé que les jeunes sont favorables à l'abaissement de l'âge électoral dans leur majorité. Les jeunes entre 16 et 18 ans sont surtout favorables, et c'est bien compréhensible que ceux de 19 ans ne s'intéressent pas tellement à cette question puisqu'ils vont recevoir ce droit de vote. D'ailleurs, le consentement et même une requête de la part des jeunes n'est pas déterminante, à mon avis. Ainsi le suffrage féminin a été accordé indépendamment de la demande des femmes.

On dit encore que le peuple dira non, que les cantons, ceux qui ont eu la possibilité de se prononcer, ont refusé de pareilles initiatives. Eh bien! je pense qu'il n'est pas facile d'interpréter la volonté populaire et il apparaît encore plus difficile de la prévoir. Il faut en tout cas considérer que, dans les cantons qui se sont prononcés par la négative, une minorité appréciable, dans quelques cas même une forte minorité, a approuvé cet abaissement à 18 ans. D'ailleurs, les problèmes qui concernent des modifications du droit de vote et du corps électoral se heurtent facilement à l'opposition de ceux qui craignent que leurs droits puissent perdre de l'importance par un élargissement du cercle électoral. On l'a vu à l'occasion de l'introduction du suffrage féminin. L'électorat doit être convenablement préparé à accepter ces modifications et, comme ce fut le cas pour le droit de vote et d'éligibilité des femmes, il faut répéter les consultations pour obtenir un succès. C'est un devoir de l'homme politique de préparer convenablement le terrain, de faire mûrir les consciences quant aux nouveaux problèmes et de proposer l'adaptation de nos lois aux nouvelles exigences du pays. Je crois vraiment que c'est maintenant le moment de donner cette possibilité de se prononcer au peuple, à tout le peuple et pas seulement aux cantons qui ont déjà donné leur avis. Je vous engage donc, encore une fois, à voter «oui» comme en 1975 pour cette initiative.

Bundespräsident Furgler: Ich kann mich kurz fassen, nachdem wir in diesem Rate bereits vor einem Jahr über die Grundsatzfrage diskutiert haben. Der Bundesrat hat sich anno 1973 anhand des Berichtes der mehrfach erwähnten Studienkommission sorgfältig mit der Frage befasst. Die Varianten, die damals zur Diskussion standen (Beibehaltung der heutigen Regelung, Herabsetzung auf 18 Jahre, Herabsetzung auf 19 Jahre), zeigten, dass keine Uebereinstimmung in den Aussagen erzielt werden konnte, und das hat sich bis heute kaum geändert. Jede der vorgeschlagenen Lösungsmöglichkeiten hat ihre Befürworter und ihre Gegner. Die Argumente für und wider sind nach meiner Auffassung nicht in erster Linie rechtlicher Natur. Die Befürworter berufen sich auf Mediziner, Soziologen, Psychologen; die Gegner ebenfalls. Der Bundesrat ist überzeugt, dass sich das nicht ändern wird. Irgendwann muss man zum Entscheid kommen. Die Interpretation, die der Bundesrat diesem Pro und Kontra gab und gibt, ist aber folgende: Die Chancen für das Durchbringen einer solchen Aenderung in unserer Verfassung dürften gering sein. Hier – und damit greife ich das Argument von Herrn Weber auf – will der Bundesrat keineswegs zum Ausdruck bringen, dass nicht die Jugend durch ihre Teilnahme am Staat, zu der wir sie jederzeit einladen, eine echte Mitverantwortung zu übernehmen hat. Das hat sie heute ab 20. Altersjahr. Wenn Sie beschliessen, 18 Jahre seien das neue Mass, dann müsste diese Jugend, sofern das Volk und die Stände zustimmen, die Chance ergreifen. Die Fakten sind nicht sehr erfolgverheissend, Fakten in dem Sinne gemeint, dass seit der letztmaligen Beratung, als der Bundesrat im Jahre 1973 Stellung dazu nahm, weitere Kantone diese Vorlagen eindeutig abgelehnt haben. Diese Ueberlegung hat den Bundesrat zur Ueberzeugung gebracht, die ganze Vorlage sei nicht dringlich. Das hat den Bundesrat dazu geführt, in den Richtlinien für die Regierungspolitik dieser Legislaturperiode nicht von sich aus eine entsprechende Vorlage in Aussicht zu stellen. Ich verweise auf

den kurzen Bericht, den wir Ihnen mit Datum vom 20. Oktober 1976 unterbreitet haben.

Sollten die eidgenössischen Räte beschliessen, die Frage Volk und Ständen vorzulegen, dann mache ich mit Nachdruck darauf aufmerksam, dass die beantragte Verfassungsbestimmung anders redigiert werden sollte. Ich verweise auf die Ziffer 3 unseres schriftlichen Berichtes, und ich habe den Voten der Vorredner entnommen, dass diese staatsrechtlichen Ueberlegungen für den Fall der Annahme offensichtlich gutgeheissen werden sollten. Mehr habe ich nicht beizutragen. Der Rat hat nun, gestützt auf die früher gewalteten Ueberlegungen, den Entscheid zu treffen.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen*

*Le Conseil passe sans opposition à la discussion des articles*

#### **Titel und Ingress**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf der Initiative

#### **Titre et préambule**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet de l'initiative

*Angenommen - Adopté*

#### **Ziff. I Ingress**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf der Initiative

#### **Ch. I préambule**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet de l'initiative

*Angenommen - Adopté*

#### **Art. 74 Abs. 2**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Antrag des Bundesrates, lautend:

Stimm- und wahlberechtigt bei solchen Abstimmungen und Wahlen sind alle Schweizer und Schweizerinnen, die das 18. Altersjahr zurückgelegt haben und nicht nach dem Recht des Bundes vom Aktivbürgerrecht ausgeschlossen sind.

#### **Art. 74 Al. 2**

*Proposition de la commission*

Adhérer à la proposition du Conseil fédéral, qui a la teneur suivante:

Tous les Suisses et toutes les Suissesses âgés de dix-huit ans révolus et qui ne sont pas privés des droits politiques par la législation de la Confédération ont le droit de prendre part à ces élections et votations.

**Präsident:** Bei Artikel 74 Absatz 2 wird vorgeschlagen, die Worte «... oder des Wohnsitzkantons...» zu streichen

**M. Pagani,** rapporteur: Je le répète, il n'y a d'opposition ni de la commission ni de l'auteur de l'initiative à cette modification proposée par le Conseil fédéral.

**Präsident:** Kommission, Initiant und Bundesrat sind einverstanden, dass die Worte «... oder des Wohnsitzkantons...» gestrichen werden. Ein anderer Antrag wird nicht gestellt. Sie haben so beschlossen.

#### **Ziff. II**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf der Initiative

#### **Ch. II**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet de l'initiative

*Angenommen - Adopté*

*Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlussentwurfes

71 Stimmen

Dagegen

57 Stimmen

*An den Ständerat - Au Conseil des Etats*

76.098

### **Zivilluftfahrt. Verbrechensbekämpfung Aviation civile. Répression des crimes**

Botschaft und Beschlussentwurf vom 24. November 1976  
(BBl III, 1259)

Message et projet d'arrêté du 24 novembre 1976 (FF III, 1292)

*Antrag der Kommission*

Eintreten

*Proposition de la commission*

Passer à la discussion de l'article

**M. Teuscher,** rapporteur: Réunie à Berne le 24 février, le 17 mars, le 3 avril, la commission a délibéré au sujet de message qui vous est soumis. Au nom de la commission, je tiens tout d'abord à remercier M. le conseiller fédéral Willi Ritschard et M. Guldemann et ses collaborateurs pour les informations complémentaires qu'ils nous ont fournies.

Le message qui vous est présenté concernant la convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile est la conséquence de la naissance et du développement d'une nouvelle forme de terrorisme à laquelle la civilisation actuelle doit faire face. Il est bien clair que la Suisse ne peut pas, en cette matière, légiférer d'une manière unilatérale. Il s'agit, comme le souligne le message, d'autoriser le Conseil fédéral à ratifier la convention du 23 septembre 1971 signée par la Suisse à Montréal et déjà en vigueur dans septante Etats. La nécessité de cette ratification découle de la rapidité et de l'ampleur avec lesquelles s'est développée cette nouvelle version du terrorisme international dirigé contre l'aviation de transport. Il convient de rappeler que la lutte contre les attentats dans l'aviation civile s'est déroulée en trois étapes.

A Tokio, première convention, 14 septembre 1963, à la suite d'enlèvements perpétrés dans les Caraïbes depuis 1958, convention qui se révéla rapidement incomplète et peu efficace.

Deuxième convention, 16 décembre 1970, signée à La Haye, résultant d'une accélération effrayante des dé-tournements. Je vous rappelle l'attentat de Zurich, compagnie El-Al, et la catastrophe de Würenlingen, le 21 février 1970, pour ne parler que de la Suisse.

Enfin, réunie à Montréal le 8 septembre 1971, l'Assemblée générale de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a adopté et signé une convention créant les bases de droit international permettant de réprimer les actes de terrorisme dirigés contre l'aviation civile et de punir leurs auteurs. A ce jour, septante Etats ont signé cette convention pour permettre son entrée en vigueur.

A souligner, sans entrer dans les détails, toutes les difficultés d'ordre pratique, politique, économique et national

**Parlamentarische Initiative (Ziegler-Genf). Stimmrecht und Wählbarkeit für 18jährige**  
**Initiative parlementaire (Ziegler-Genève). Droit de vote et d'éligibilité abaissé à 18 ans**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1977
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Maisession
Session	Session de mai
Sessione	Sessione di maggio
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	04
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	75.223
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	05.05.1977 - 08:00
Date	
Data	
Seite	535-541
Page	
Pagina	
Ref. No	20 005 701

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.  
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.  
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

**Auer, Berichterstatter:** Der Ständerat hat die Anpassungsfrist von 10 auf 15 Jahre verlängert. Die Länge dieser Anpassungsfrist – der notwendigen Zeit, die es braucht, um sich auf das neue Gesetz umzustellen – ist eine Ermessensfrage. Nachdem wir nun in Artikel 4 Absatz 1 Litera c das «und» durch «oder» ersetzt haben und damit den Pensionskassen weiter entgegengekommen sind, sollten 10 Jahre, wie es auch der Bundesrat beantragt, genügen.

Die Kommission stellt Ihnen entsprechend mit 13 zu 3 Stimmen den Antrag, den Bundesrat zu unterstützen. Es entsteht damit eine Differenz zum Ständerat.

*Angenommen – Adopté*

**Art. 58**

*Antrag der Kommission*  
Streichen

*Proposition de la commission*  
Biffer

**Auer, Berichterstatter:** Hier liegt der Antrag unserer Kommission vor, diesen Artikel 58, der die Weitergeltung von Bundesrecht betrifft, zu streichen. Artikel 43, den Sie genehmigt haben, enthält als Delegationsnorm den Auftrag an den Bundesrat, die ergänzenden Bestimmungen zu diesem Gesetz, also vor allem Verordnungen, zu erlassen. Artikel 58 gemäss Antrag des Bundesrates und der Fassung des Ständerates zählt verschiedene geltende Erlasse auf, die vorläufig in Kraft bleiben sollen. Ueber diese formelle Frage hat sich in der Kommission eine ausschliesslich von Juristen bestrittene Seminarübung abgespielt. Ich möchte versuchen, darüber zu berichten (wobei ich den lateinischen Teil weglasse):

Für die Aufzählung wurde angeführt, dass mit dem neuen Gesetz die Rechtsgrundlage der Erlasse, das alte VAG, wegfallen, es sei denn, man verschiebe das Inkrafttreten des neuen VAG, bis die neuen Verordnungen erlassen worden sind. Die Bundeskanzlei argumentiert, es sei ohne weiteres möglich, die Weitergeltung von Verordnungen und Bundesratsbeschlüssen auf Gesetzesstufe zu verankern; das sei auch schon bei anderen Gesetzesrevisionen so geschehen. In einem Fall hat allerdings die Redaktionskommission eine solche Bestimmung von sich aus gestrichen, weil sie ihres Erachtens nicht notwendig war.

Gegen diese Aufzählung wurde angeführt, man erhebe mit diesem Artikel 58 Verordnungen und Bundesratsbeschlüsse, im Gegensatz zur Auffassung der Bundeskanzlei, auf Gesetzesstufe, was unzulässig sei und überdies, wie der Antragsteller sagte, ein Unikum. Entweder erlasse der Bundesrat vor Inkrafttreten des neuen Gesetzes die zusätzlichen Bestimmungen, oder er fasse einen neuen Bundesratsbeschluss, demzufolge die bisherigen Erlasse vorläufig in Kraft bleiben. Die Nationalratskommission sprach sich mit 13 zu 0 Stimmen für Streichung aus und folgte damit in dieser umstrittenen Rechtsfrage einem Antrag König, getreu einem Wort von Marc Aurel: «Der König ist das lebendige Gesetz.»

*Angenommen – Adopté*

**Art. 59**

*Antrag der Kommission*  
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Proposition de la commission*  
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Gesetzentwurfes  
Dagegen

90 Stimmen  
8 Stimmen

**Le président:** Le Conseil fédéral vous propose de classer les postulats suivants:

9205 Revision de la loi sur la surveillance des assurances privées (N 24. 3. 66, Cadruvi)

10964 Tarifs des assureurs de véhicules automobiles. Commission consultative (N 6. 10. 71, Renschler)

*Zustimmung – Adhésion*

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

75.223

**Parlamentarische Initiative. Stimmrecht und Wählbarkeit für Achtzehnjährige (Ziegler-Genf)**

**Initiative parlementaire. Droit de vote et d'éligibilité abaissé à 18 ans (Ziegler-Genève)**

Siehe Jahrgang 1977, Seite 535 — Voir année 1977, page 535

**M. Paganl, rapporteur:** C'est bien la troisième fois que nous sommes appelés à discuter le problème de l'abaissement de l'âge électoral à 18 ans.

Dans une séance d'après-midi du 17 décembre 1975, ce conseil a approuvé le principe général de l'abaissement de l'âge électoral. De même, il a adopté l'initiative et chargé sa commission de préparer dans le sens de la décision précitée un rapport complet à l'intention du Conseil fédéral et de ce conseil. Ce rapport vous a été soumis le 14 juin 1976 et il invitait ce conseil à confirmer le vote affirmatif de l'hiver 1975 et à approuver l'initiative. C'est dans ce sens que ce conseil a pris sa décision, le 5 mai 1977, lors de l'adoption du projet d'arrêté. Par cette décision, l'initiative dont nous discutons aujourd'hui, est devenue l'initiative de ce conseil.

Au cours de la session d'automne, l'année dernière, le Conseil des Etats a discuté le problème de l'abaissement de l'âge électoral à 18 ans et, dans la séance du 5 octobre 1977, il a décidé de rejeter notre initiative par une majorité de 21 voix contre 9. La discussion au Conseil des Etats a tout de même démontré qu'il n'y avait pas tellement d'opposition au principe général de ramener à 18 ans l'âge de la majorité civique. Les objecteurs partageaient plutôt l'opinion que le moment n'était pas encore venu, en d'autres termes qu'il était encore prématuré de soumettre la question au peuple avec quelque espoir de succès, surtout en considérant les résultats négatifs donnés par les votations cantonales sur le même sujet. Votre commission a de nouveau abordé le problème dans sa séance du 29 novembre dernier et a décidé par une majorité de 7 voix contre 5 de maintenir la décision du Conseil national. C'est donc dans ce sens que je vous invite à prendre votre décision.

Votre commission s'était posé la question de savoir s'il ne fallait pas reprendre la motion qu'elle avait présentée en 1975 et par laquelle elle demandait au Conseil fédéral d'abaisser à 18 ans l'âge électoral et l'âge civil en même temps, et ceci encore dans les délais les plus favorables. Au cours de cette discussion, les commissaires ont manifesté un avis, je peux bien le dire unanime, sur l'opportunité qu'un abaissement de l'âge de la majorité touche non seulement l'âge civique mais aussi l'âge civil et ce, encore de façon contemporaine. Ce thème n'a pas trouvé de suite dans une proposition, à cause de la décision principale de la commission de maintenir la décision primitive de ce conseil, favorable à l'initiative en discussion.

Nous pourrions nous poser la question de savoir s'il apparaît sage de maintenir notre décision d'adhérer à l'initiative et de laisser ainsi subsister la divergence avec l'autre conseil. La réponse m'apparaît affirmative, assortie d'un éventail de motifs bien fondés. Tout d'abord, il faut rappeler les deux décisions positives que nous avons prises en 1975 à une faible majorité et l'année dernière, au mois de mai, à une majorité que j'ose dire importante de 71 voix contre 57. Depuis lors, la situation dans notre pays quant au problème qui nous occupe n'a pas enregistré de faits nouveaux pouvant changer notre évaluation du problème et notre opinion. Ainsi que je viens de le rappeler, cette initiative n'est plus celle de notre collègue M. Ziegler mais est devenue, à la suite de notre vote d'adhésion, l'initiative de ce conseil. Seuls des faits vraiment nouveaux et importants pourraient motiver un changement d'opinion et l'abandon de notre initiative. Etant donné que de tels événements ne se sont pas manifestés, nous n'avons désormais que le seul choix de confirmer nos décisions de 1975 et de 1977, c'est-à-dire de maintenir notre initiative.

En ce qui concerne le Conseil des Etats, il faut relever que l'opposition de la majorité a été plus faible qu'on ne pouvait s'y attendre et que ces avis contraires ne visaient pas tellement le fond du problème mais bien plutôt le moment choisi pour soumettre la question au peuple. A ce sujet, M. Furgler, conseiller fédéral, disait avec beaucoup d'élégance: «Neigungsmässig würde ich meinen: Warum soll man es nicht einmal dem Volk anheimstellen, sich auszusprechen?»

De ce problème de la majorité civique, on en discute depuis des années, même au Parlement, et le moment semble vraiment venu de soumettre la décision au peuple pour lui permettre de se prononcer dans son ensemble sur une question qui d'ailleurs vient d'être réglée, et dans le sens de notre initiative, par les pays qui nous entourent: l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Autriche, sans oublier que les jeunes gens des cantons d'Obwald et de Zoug, depuis des années, votent à 19 ans, de même que ceux de Schwyz votent à 18 ans.

La nécessité, du moins l'opportunité, de permettre au peuple de trancher cette question est même partagée par certains de nos collègues de commission, dont M. Widmer en tête, qui se sont prononcés en faveur de l'initiative, bien qu'ils soient opposés à l'abaissement de l'âge électoral, justement parce qu'ils estiment le moment venu de donner finalement au peuple l'occasion de se prononcer.

Malheureusement, M. Widmer et moi-même n'avons pas les mêmes espoirs dans la votation populaire. Aussi les décisions du peuple que nous attendons, quant au droit de vote et d'éligibilité à 18 ans, sont diamétralement opposées.

Je n'entends pas répéter les arguments bien fondés et valables du soutien de l'initiative. Vous les avez entendus en 1975 et encore en 1977, vous les connaissez tous d'ailleurs mieux que moi.

Pour toutes ces raisons de fond et d'opportunité, je vous engage donc à suivre l'avis de votre commission et à maintenir l'initiative de notre conseil.

Der Herr Generalsekretär hat mich darauf aufmerksam gemacht, dass ein deutscher Sprecher fehlt. Das kommt sicher daher, dass im Jahre 1975, als das Geschäft zum erstenmal in diesem Rat behandelt wurde, die Kommission, die ich präsidiere, einen schriftlichen Bericht vorgelegt hat, übrigens nach Reglement, so dass keine Berichterstatter bestimmt werden mussten. Auch letztes Jahr, bei der zweiten Diskussion, hatte die Kommission, wiederum in Anwendung unseres Reglementes, einen schriftlichen Rapport erarbeitet, so dass Berichterstatter erneut überflüssig wurden. Diesmal befinden wir uns im Differenzbereinigungsverfahren ohne schriftlichen Bericht. Ein Berichterstatter der anderen Sprache hätte bestimmt werden sollen, was leider nicht geschah. Mit Ihrem lebenswürdigen Einverständnis werde ich selber versuchen, diese Lücke

zu füllen, indem ich die Lage mit ein paar Sätzen darstelle.

Im Jahre 1975 und noch im Mai letzten Jahres hat unser Rat der Initiative zur Herabsetzung des Stimm- und Wahlrechtsalters auf 18 Jahre zugestimmt; das zweitemal mit einer eindeutigen Mehrheit von 71 gegen 57 Stimmen. Mit diesem Entscheid hat der Rat die Initiative unseres Kollegen Ziegler in eine eigene Initiative umgewandelt; als solche, d. h. als Initiative des Nationalrates, wurde sie dann dem Ständerat unterbreitet und ist heute an uns überwiesen worden. Der Ständerat hat die Initiative zwar mit 29 gegen 9 Stimmen abgelehnt, die Mehrheit der Opponenten war aber nicht so gross, wie man es erwarten konnte. Dabei spielen die Gründe, welche zur Opposition geführt haben, eine nicht unbedeutende Rolle und berechtigen zur Hoffnung, dass das nächste Mal der Entscheid zur Initiative positiv ausfallen könnte. Die Diskussion im Ständerat hat gezeigt, dass die Gründe der Opposition nicht die Herabsetzung des politischen Mündigkeitsalters betrafen, sondern eher opportunistischer Natur waren, ob man das Problem heute dem Volke unterbreiten solle. Man hat argumentiert, die Zeit sei noch nicht reif, und das Volk würde – wie die letzten kantonalen Abstimmungen über dieses Thema gezeigt hätten – die Initiative ablehnen. Dabei hat man vielleicht die tiefgreifenden Veränderungen unserer Gesellschaft sowie den grossen Einfluss der Massenmedien auf den Reifeprozess der jungen Generation übersehen. Man hat auch vergessen, dass in den Kantonen Zug und Obwalden die Jungen schon im 19. Altersjahr stimmen dürfen; im Kanton Schwyz seit Jahren bereits im 18. Altersjahr. Für unseren heutigen Entscheid sollte aber die Tatsache ausschlaggebend sein, dass keine neuen und wichtigen Ereignisse seit unseren beiden Entscheiden von 1975 und 1977 stattgefunden haben, die uns berechtigen könnten, anders zu entscheiden. Schliesslich scheint es gerecht, dem Volk die Gelegenheit zu geben, sich auszusprechen, nachdem man soviel von diesem Problem gesprochen hat. Die Kommission hat sich auch mit der Frage befasst, ob es zweckmässig wäre, die Motion wieder aufzunehmen für die gleichzeitige Herabsetzung des politischen und des zivilrechtlichen Mündigkeitsalters auf 18 Jahre. In der Kommission herrschte zwar Einstimmigkeit über die Notwendigkeit, beide Mündigkeitsalter auf das gleiche Altersjahr festzulegen. Nach dem Entscheid der Kommission, an der Initiative festzuhalten, konnte aber das Problem der Motion nicht weiter behandelt werden. Im Namen der Mehrheit der Kommission lade ich Sie deshalb ein, an der Initiative unseres Rates festzuhalten.

**Le président:** Nous entendrons maintenant les représentants des groupes. Celui de l'Union démocratique du Centre renonce à prendre la parole mais accepte les conclusions du rapport de la commission.

**Zwygart:** Wie wir schon gehört haben, ist der Kanton Schwyz der einzige Kanton, der das Stimmrechtsalter mit 18 Jahren kennt, und scheinbar hat er bisher gute Erfahrungen mit dieser Einrichtung gemacht. Der neue Kanton Jura wird als zweiter Kanton im Bund das Stimmrechtsalter auf 18 Jahre festsetzen. Es ist möglich, dass diese zwei Kantone mit den beiden anderen, die das Stimmrechtsalter ab 19 Jahren kennen, mit der Zeit bahnbrechend wirken könnten. Aber all die bisherigen Erfahrungen, als in Kantonen die dem Volk unterbreiteten gleichen Vorschläge mit grossem Mehr abgelehnt wurden, dazu die Erhebungen in den Rekrutenschulen im Jahre 1976, in denen die Jungen gezeigt haben, dass sie sich nicht so sehr für politische Fragen interessieren – es geht ihnen mehr um die berufliche Ausbildung und um den Sport –, all diese Erfahrungen und Beobachtungen zeigen deutlich, dass die Zeit noch nicht reif ist, dem Schweizervolk zu all den vielen Vorlagen, die auf uns warten, noch eine weitere aussichtslose Vorlage zu unterbreiten. Es ist abzuwarten, bis von der Basis her, von den Gemeinden und den Kantonen, ein

deutlicher Wille zu einer entsprechenden Verfassungsänderung spürbar wird.

All diese Ueberlegungen haben die Minderheit der Kommission und auch die liberale und evangelische Fraktion dazu bewogen, die Initiative Ziegler zur Ablehnung zu empfehlen. Ich möchte ausdrücklich festhalten: Wir sind nicht gegen die 18 Jahre im Stimmrechtsalter; aber der Zeitpunkt für eine solche Vorlage ist einfach nicht gegeben.

**Blum:** Im Namen der sozialdemokratischen Fraktion möchte ich Sie bitten, am Beschluss dieses Rates vom Mai festzuhalten und den Antrag von Herrn Kollege Zwygart abzulehnen. Ich kann mich im wesentlichen den Ausführungen des Kommissionspräsidenten anschliessen. Vielleicht noch drei Bemerkungen: Entscheidend ist für uns, dass das Anliegen des Initianten eine gute Sache ist. Wir haben im Staatskundeunterricht gelernt, die Demokratie sei die Staatsform der optimalen Teilnahme und Teilhabe des Bürgers, und jetzt, wenn ein konkreter Vorstoss vorliegt, der in dieser Richtung einen Schritt vorwärts machen will, möchte man einmal mehr diese Entwicklung mit dem Argument abblocken, es sei nicht der richtige Zeitpunkt, als ob dieser richtige Zeitpunkt jemals von selber kommen würde. Ich glaube, wir müssen zur Kenntnis nehmen, wenn wir von einem «Malaise» in unserer Demokratie immer und immer wieder bis zum Ueberdross hören: eine Wurzel dieses Malaises besteht darin, dass sehr viele junge Menschen in diesem Staate den Eindruck haben, als demokratische Partner nicht ernst genommen zu werden, dass ihre Partnerschaft nur so lange zur Diskussion steht, als es um ihre Kaufkraft, um ihre Arbeitskraft geht, nicht aber, wenn es um ihre politischen Rechte geht.

Eine zweite Bemerkung: Im Ständerat ist wieder argumentiert worden, die Entwicklung müsse hier von unten nach oben gehen, also von den Kantonen zum Bund. Hier ist vielleicht eine historische Reminiszenz in Richtung Frauenstimmrecht nicht ganz unnützlich. Wie war es damals? 1959 ist auf eidgenössischer Ebene das Frauenstimmrecht abgelehnt worden, aber der Einbruch auf kantonaler Ebene war die unmittelbare Konsequenz, eben die Konsequenz jenes politischen Willensbildungsprozesses, der im Zusammenhang mit der Diskussion um diese Abstimmung auf eidgenössischer Ebene initiiert worden war. Also genau das Gegenteil ist richtig.

Wir haben hier in der Dezembersession – und dies ist meine letzte Bemerkung – mehr als ein Muster vorexerziert bekommen, wie man immer wieder mit dem taktischen Moment des «richtigen Zeitpunktes» operieren kann. Ich erinnere Sie an die UNO-Debatte, ich erinnere Sie an die Debatte um die Konvention für politische Häftlinge. Das sicherste Mittel, in dieser Sache nicht wirklich ernst zu machen, ist, dass wir diese Initiative Ziegler dem Volk nicht unterbreiten; aber dann möchte ich doch bitten, dass man das gleich offen und ehrlich sagt. Dieses ewige Lavieren und Taktieren hat etwas Unredliches. Machen wir einmal ernst, legen wir diese Initiative nun dem Volk vor, hören wir auf mit diesem parlamentarischen Pingpong und bringen wir das Volk dazu, dass es sich zu dieser Frage äussern kann, und das kann es am besten dann, wenn ihm eine konkrete Vorlage zur Abstimmung vorgelegt wird. Ich möchte Sie in diesem Sinne bitten, den Antrag von Herrn Kollege Zwygart abzulehnen und an unserem Beschluss vom Mai festzuhalten.

*Vizepräsident Generali übernimmt den Vorsitz*

*M. Generali, vice-président, prend la présidence*

**Widmer:** Ich kann mich sehr kurz fassen. Ich bin in Uebereinstimmung mit unserer Fraktion der Meinung, dass der Nationalrat an seinem seinerzeitigen Beschluss, im Gegensatz zum Ständerat, festhalten soll. Wir haben eine ganz klare Meinung. Die Frage der Herabsetzung des Stimmrechtsalters soll möglichst bald dem Volk unterbreitet werden. Ich gebe zu, die Prognose, wie eine solche Volksab-

stimmung ausgeht, ist durchaus offen; wir können das nicht voraussagen. Im Kanton Zürich hat man erlebt, dass eine solche Vorlage verworfen worden ist; aber nachdem die SVP diese Herabsetzung des Stimmrechtsalters jetzt in ihrem Parteiprogramm hat, hat sich die Situation ja grundlegend geändert, so dass die Voraussetzungen völlig andere sind. Aber – um nun wieder ernsthaft zu werden – dieses Hin- und Herschieben, das Zurückschieben zur Verwaltung und zum Bundesrat mit einer Motion oder irgend etwas Neuem, scheint mir einfach nicht sinnvoll; es handelt sich irgendwie um ein unwürdiges Spiel in diesem Parlament, und ich teile hier die Auffassung von Herrn Blum: Das kann man eine Zeitlang machen, aber dann ist Schluss mit diesem Hin und Her. Wir müssen uns entscheiden. Auch das Volk muss sich entscheiden, ob es diese Reform will oder nicht. Es besteht hier sicher eine Analogie zur Debatte, die wir vor kurzem über den UNO-Beitritt hatten, wo man auf ähnliche Weise im Grunde genommen dem Entscheid ausweichen wollte, einem Entscheid, der eben doch irgend einmal gefällt werden muss. Damit komme ich bereits zum Schluss. Ich bitte Sie, am Antrag, den Sie seinerzeit gefasst haben, festzuhalten.

**Schwarzenbach:** Für einmal bin ich mit dem zürcherischen Stadtpräsidenten nicht einverstanden, der von einem unwürdigen Spiel redet. Es handelt sich durchaus nicht um ein unwürdiges Spiel, sondern um eine sehr wesentliche Angelegenheit, ob wir im Parlament uns für etwas einsetzen, von dem wir zum vornherein wissen, dass im Volk nicht der geringste Wunsch dazu besteht; also dass man einmal mehr das eher unwürdige Spiel betreibt, hier im Parlament gegen die Meinung des Volkes Stellung zu nehmen.

Herr Winston Churchill, der ein guter Demokrat war, hat einmal erklärt, die Demokratie sei von allen schlechten Staatsformen die am wenigsten schlechte. Wenn wir nun die Kunst üben, die von allen schlechten Staatsformen am wenigsten schlechte noch etwas schlechter zu machen, dann haben wir kein grosses Kunstwerk vollbracht. Diese Jugend, die hier angehimmelt wird und der wir angeblich einen Dienst leisten wollen, ist gar nicht darauf erpicht, mit 18 Jahren an die Urne zu gehen. Das sind Behauptungen grauer Häupter, die irgendwelche Wahlerfolge suchen und die glauben, man könne sich bei der Jugend beliebt machen, wenn man sie gründlich umschmeichelt. Aber im Grunde genommen ist das Blödsinn. Die Jugend, wenn sie mit 18 Jahren stimmen wollte, hätte sich schon längst bemerkbar gemacht; die Jugend versteht es, sich bemerkbar zu machen, namentlich in der heutigen Zeit; aber ich habe noch nie gehört, dass sie sich bemerkbar gemacht hat und mit Transparenten und ähnlichen Dingen auf die Strasse ging, weil sie sagte: Wir wollen jetzt endlich das Stimmrecht mit 18 Jahren haben.

Herr Pagani meint in seiner liebenswürdigen Art auf deutsch und französisch, wir könnten erst von unserem Entscheid der Zustimmung abrücken, wenn sich etwas Entscheidendes geändert habe. Es habe sich aber nichts Entscheidendes geändert, daher dürften wir nicht abrücken. Ich meine: Wer nicht in den Tag hineinschläft, der hat den Eindruck, es habe sich seit dem letztem Mal, wo wir über dieses Thema gesprochen haben, bis heute im Klima ganz Entscheidendes geändert, und zwar vielleicht sogar in bezug auf die Jugend. Ich kann mir nicht vorstellen, dass es Greise gewesen sind, die den Herrn Schleyer umgebracht haben. Es waren eher junge Leute. Und die scharfen Tendenzen scheinen eher die Jungen anzustekken als die Alten. Ich möchte noch bemerken: Gerade weil diese Anregung von Herrn Ziegler kommt, bin ich äusserst misstrauisch, denn aus dieser Quelle kann nichts Gutes kommen, sondern nur eine Nestbeschmutzerei, und damit habe ich geschlossen.

**M. Ziegler-Genève:** Je partirai de la situation parlementaire telle qu'elle se présente après le débat au Con-

seil des Etats. Je ne reviendrai donc pas sur le débat que nous avons eu ici en mai dernier.

Je répondrai d'abord très rapidement à mes contradicteurs, et pour commencer à M. Schwarzenbach. Il est vrai que c'est moi qui ai déposé cette initiative parlementaire, mais je l'ai fait au nom du Parti socialiste. Elle est partie du sein même du plus grand parti de Suisse. Ayant été adoptée par le Conseil national, elle est devenue une initiative de ce conseil et n'est donc plus seulement celle de son auteur.

D'autre part, M. Schwarzenbach assimile, dans une confusion que je trouve effrayante de la part d'un conseiller national qui a prêté serment sur la constitution, la jeunesse de ce pays aux assassins d'un citoyen allemand. Il me paraît inconcevable qu'on puisse tenir à cette tribune des propos de ce genre et je serais heureux que M. Schwarzenbach, pour la dignité de ce conseil, retire ici ses paroles. Il me semble essentiel qu'il s'excuse, qu'il dise qu'il s'est trompé, qu'il est allé trop loin et qu'il ne croit pas qu'il soit possible d'assimiler la jeunesse de ce pays aux quelques terroristes allemands. Je demande donc formellement à M. Schwarzenbach de s'expliquer sur les trois phrases qu'il vient de prononcer.

J'en viens maintenant aux arguments développés par M. Zwygart. Il est vrai que l'ensemble des arguments qu'on oppose à cette initiative sont les mêmes qu'ont utilisés les adversaires du suffrage féminin à l'époque. Lors des délibérations au Conseil des Etats, M. Dreyer, conseiller aux Etats chrétien-social, a dit ceci: «Tout à l'heure, on a rappelé les arguments qui militent en faveur de ce principe, de ce postulat qui est devenu une initiative. Je ne les rappellerai pas, mais je voudrais simplement insister sur un fait. Lorsque, il y a plus de vingt ans, on discutait âprement dans cette enceinte du suffrage féminin, on opposait un certain nombre d'arguments qui se retrouvent aujourd'hui dans les thèses de ceux qui, directement ou indirectement, s'opposent à l'initiative. Sur le fond, je crois qu'il n'y a pas de doute: la plupart d'entre nous sommes d'accord avec la nécessité d'accorder aux jeunes, dès l'âge de 18 ans, le droit de vote et d'éligibilité.»

Aujourd'hui, nous entendons cette argumentation: les jeunes ne veulent pas voter à 18 ans, ils ne veulent pas participer aux affaires de l'Etat, ils ne se sentent pas responsables. On a dit la même chose pour les femmes. Et ces femmes, qui étaient aussi muettes et exclues de la politique, ont pu protester tant qu'elles voulaient: ce sont les hommes qui décidaient pour elles. Il en est de même aujourd'hui. Ce sont les hommes et les femmes d'âge mûr, d'âge avancé, qui décident en lieu et place des jeunes citoyens qui pourtant ont un droit légitime, je le répète, de participer aux affaires de l'Etat.

L'actuelle limite de 20 ans fixée pour la participation à la gestion de l'Etat par voie de votations et d'élections date de 1848, il ne faut pas l'oublier. Or la maturité est le produit d'une dialectique complexe entre l'individu et la société qui le produit. L'autonomie de la personne humaine, la gestion de sa liberté, la capacité de gérer sa vie, augmentent au fur et à mesure qu'elle franchit les degrés de cette dialectique, autrement dit avec l'évolution sociale. Or, depuis 1848, la Suisse a changé fondamentalement. Il n'est pas nécessaire d'insister longuement sur ce point. De pays agricole, elle est devenue un pays industriel. De pays unifié sous un surmoi collectif, elle est devenue un pays multiforme, traversé par une multitude de projets sociaux conflictuels. Le législateur fédéral lui-même a reconnu le changement. La rente AVS d'orphelin s'arrête à 18 ans. A partir de 17 ans, le jeune travailleur doit cotiser à l'AVS. A partir de 19 ans, il est appelé au service militaire. S'il se marie à 18 ans, il acquiert la maturité civile à cet âge. Il paie des impôts à tout âge et s'il est en chômage, comme cela arrive malheureusement souvent aujourd'hui, dans des villes comme Genève, Zurich, Lausanne et autres, il subit toute la rigueur de la politique économique que nous, ici, nous décidons sans lui.

Je termine en rappelant qu'il ne s'agit pas pour une fois d'un problème qui divise la gauche et la droite. L'Union démocratique du Centre, parti situé à la droite du paysage politique de notre pays, a officiellement inscrit au nouveau programme qu'elle a adopté lors de son dernier congrès l'abaissement à 18 ans de l'âge à partir duquel les jeunes peuvent voter. C'est désormais une revendication centrale du programme politique de l'UDC et je l'en félicite.

A Schwyz, les jeunes votent dès l'âge de 18 ans. Lors des délibérations au sein du Conseil des Etats, beaucoup de chrétiens-démocrates et d'indépendants se sont prononcés pour l'abaissement de l'âge de vote à 18 ans. Encore une fois, il ne s'agit pas d'une question de politique partisane, mais d'une question de justice. Je vous prie donc de mettre fin à une discrimination politique intolérable à l'égard de nos jeunes citoyennes et citoyens. Je vous demande aussi de donner à notre démocratie les bases les plus larges et les plus puissantes dont elle a besoin surtout en cette période de crise. Je vous prie enfin de respecter les droits populaires et de donner enfin aux citoyennes et citoyens de ce pays la possibilité de se prononcer sur cette revendication fondamentale.

En conclusion, je vous demande de repousser la proposition de M. Zwygart et, confirmant votre vote du mois de mai dernier, de maintenir l'initiative.

**Präsident:** Das Wort zu einer persönlichen Erklärung hat Herr Schwarzenbach.

**Schwarzenbach:** Das wird das erste und letzte Mal sein, dass ich einer persönlichen Aufforderung Herrn Ziegler's folge, aber er hat ja gewünscht, dass ich einige Sachen richtigstelle, und die möchte ich richtigstellen, weil er sie offenbar falsch stellen will.

Ich habe die Schweizer Jugend nicht mit den Terroristen identifiziert. Weil aber hier feierlich erklärt worden ist, in Deutschland und in umliegenden Staaten sei das Stimmrecht nun bereits bei den Achtzehnjährigen bewilligt, wollte ich darauf hinweisen, dass das überhaupt nichts nützt, dass gerade in diesen Staaten diese Scheusslichkeiten vorgekommen sind, die wir beklagen. Ich glaube, wir sollten es einsehen, dass das körperliche Wachstum der Jugend nicht identisch ist mit dem geistigen. Das ist nun einmal eine Tatsache. Die jungen Leute erscheinen uns heute viel erwachsener als sie es in Tat und Wahrheit sind. Ich glaube, sie brauchen eher länger als früher, bis sie wirklich erwachsen sind, und sie können angesteckt werden von diesen verrückten Ideen, wie sie beispielsweise unser Freund Ziegler vertritt.

**Bundesrat Furgler:** Ich kann mich kurz fassen. Den Protokollen Ihrer Kommission ist zu entnehmen, dass sie mit sehr grosser Mehrheit an ihrem früheren Beschluss festhalten will. Persönlich halte ich dafür, dass nunmehr ein Entscheid erwirkt wird. Der Worte sind genug gewechselt, das Volk soll entscheiden. Ich sagte im Ständerat, dass wir vielleicht vor der Sachbearbeitung – ich nehme ja nicht zu Personen Stellung, sondern zur Frage des Stimmrechtes und der Wählbarkeit der Achtzehnjährigen – mitberücksichtigen sollten, dass in vielen Bereichen auch unseres Staates Junge unter 20 Jahren Mitverantwortung tragen und für begangene Handlungen von den Gesetzen in spezifischer Weise mit Rechtsfolgen belegt werden. Das geht bis ins Strafrecht. Erinnern Sie sich daran, dass Jugendliche im Sinne des Strafgesetzbuches Menschen sind in einem Alter zwischen 15 und 18 Jahren. Im Falle, dass sie straffällig werden, sind besondere Strafen und Massnahmen vorgesehen, bei denen die Nacherziehung im Vordergrund steht, während bei Menschen, die zwischen 18 und 25 Jahre alt sind, grundsätzlich die allgemeinen Bestimmungen des Erwachsenenstrafrechtes Anwendung finden. Aber auch an das Arbeitsrecht muss gedacht werden, an die Schutzbestimmungen für jugendliche Arbeitnehmer bis zum erfüllten 18. Altersjahr (ausgeweitet für Lehrlinge bis zum 20. Altersjahr). Kurz und gut: Die Indu-

striegsgesellschaft hat sich mit den Menschen, die noch nicht 20 Jahre alt sind, in besonderer Weise befasst. Denken wir auch an die Wehrpflicht ab 20. Altersjahr. Da wäre bei veränderter Situation je nach Entscheid des Volkes einiges zu überdenken. Wir haben Rechte und Pflichten immer in einen inneren Zusammenhang gebracht.

Ich habe auch bei nochmaliger Prüfung der Praxis in den Kantonen Schwyz, Zug und Obwalden – und Frau Blunschy hat es mehrmals unterstrichen – ein einwandfreies Funktionieren feststellen können und auch keine schädigenden Auswirkungen bemerkt. Ganz im Gegenteil: Es besteht eine innere Bereitschaft der jungen Menschen, Verantwortung an ihrer staatlichen Gemeinschaft mitzutragen. Ich glaube nicht, dass man in der Weise argumentieren sollte, wie wir das hier auch hörten, so, als ob die Staatsform schlechter werden müsste, wenn junge Menschen unter 20 Jahren an ihr teilhätten. Die Jungen müssten durch ihre Teilnahme den Beweis erbringen, dass sie sogar besser wird. Der vorgefassten Meinung, dass dem nicht so sei, dass es gegenteils eben schlechter werden müsste, kann ich mich nie anschliessen. Ich bringe den jungen Menschen jenes Vertrauen entgegen, das wir auch für uns in Anspruch nehmen. Wenn sie zum Teil Fehler machen, dann muss das auch von uns «Mittelalterlichen» unter allen Aspekten der Erziehungsaufgaben, die wir zu bewältigen haben, mitempfunden werden. Denken wir darüber nach, was wir gemeinsam als Staat, als Gesellschaft zur Lösung dieser wichtigen Probleme leisten können.

Noch ein allerletztes Wort, weil gerade auch junge Menschen in den Zusammenhang mit Schleyer gestellt worden sind: Sie wissen, dass ich als Verantwortlicher für den Staatsschutz in unserer Regierung die Terrorgefahr ausserordentlich ernst nehme und alles vorkehme, um im Rahmen unserer Möglichkeiten Menschen zu schützen. Aber es wäre falsch, hier nun einen Bezugspunkt auf die zu diskutierende Vorlage sehen zu wollen. Ich bin der Meinung, dass dieses Problem aus der Diskussion eliminiert werden muss. Es gibt in diesem Zusammenhang keine Kollektivschuld der Jugend. Wir haben die Verpflichtung, dafür zu sorgen, dass durch gerechte Zustände in unserem Staat sich alle Menschen, wir haben das bereits mehrfach miteinander festgestellt, bewusst sind: Veränderungen sind in unserer Gesellschaft immer möglich, aber nur im Rahmen des Rechtsstaates. Wenn ich die Kommission richtig verstanden habe, war dies mit einer Ueberlegung – und der Grundtenor war doch auch im Ständerat positiv –, wenn sie sagte, dass sich nunmehr das Volk zu dieser Initiative verbindlich aussprechen soll: Wollen wir, dass Achtzehnjährige (anstatt wie bisher Zwanzigjährige) ein Stimmrecht haben und wählbar sind? Ich bin der Meinung, dass jetzt das Volk entscheiden sollte.

**Vizepräsident:** Wir stimmen ab. Kommission und Bundesrat beantragen Ihnen Festhalten. Herr Zwygart beantragt, die Initiative abzulehnen, gemäss Beschluss des Ständerates.

#### Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	77 Stimmen
Für den Antrag Zwygart	34 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

76.231

### Parlamentarische Initiative. Organisationsgesetz. Unvereinbarkeit (Alder) Initiative parlementaire. Loi d'organisation judiciaire. Incompatibilités (Alder)

Bericht der Kommission des Nationalrates und Gesetzentwurf vom 14. Juni 1977 (BBl II, 1235)

Rapport de la commission du Conseil national et projet de loi du 14 juin 1977 (FF II, 1205)

Stellungnahme des Bundesrates vom 26. Oktober 1977

Avis du Conseil fédéral du 26 octobre 1977

#### Wortlaut der Initiative

Artikel 2, Absatz 2, des Organisationsgesetzes wird wie folgt geändert:

#### Abs. 2

... gewählten Beamten können nicht Mitglieder oder Ersatzmänner des Bundesgerichts sein.

#### Texte de l'initiative

L'article 2, 2e alinéa, de la loi fédérale d'organisation judiciaire est modifié comme il suit:

#### Al. 2

Les membres ... ne peuvent être juges ou suppléants.

#### Antrag der Kommission

Annahme der Initiative

#### Proposition de la commission

Adopter l'initiative

**Vizepräsident:** Zu diesem Geschäft liegen ein gedruckter Bericht der Kommission des Nationalrates und die Stellungnahme des Bundesrates vor. Die Kommission beantragt einstimmig, der Initiative Folge zu geben und sie in der Fassung der Kommission anzunehmen. Der Initiant und der Bundesrat schliessen sich dem Kommissionsantrag an.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen*

*Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière*

#### Titel und Ingress, Ziff. I–III

#### Titre et préambule, ch. I à III

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Gesetzentwurfes	69 Stimmen
	(Einstimmigkeit)

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

Präsident Bussey übernimmt wieder den Vorsitz

M. Bussey, président, reprend la présidence

## **Parlamentarische Initiative. Stimmrecht und Wählbarkeit für Achtzehnjährige (Ziegler-Genf)**

### **Initiative parlementaire. Droit de vote et d'éligibilité abaissé à 18 ans (Ziegler-Genève)**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1978
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Januarsession
Session	Session de janvier
Sessione	Sessione di gennaio
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	03
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	75.223
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	17.01.1978 - 15:40
Date	
Data	
Seite	63-67
Page	
Pagina	
Ref. No	20 006 378

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

c'est aussi un des buts que vise ma proposition – que l'examen des interventions parlementaires et des réponses qui leur sont données requerra l'attention d'un plus grand nombre de représentants du peuple.

Mais il existe un motif, qui, à mes yeux, l'emporte encore sur les autres: le gain de temps. Actuellement, le nombre des affaires à traiter sur le plan fédéral, leur importance et leur complexité, chargent si considérablement nos ordres du jour qu'il faut souvent multiplier les séances de relevée, voire convoquer des sessions extraordinaires. On en arrive même à un point tel que certains ne voient plus à cette situation d'autre remède que le remplacement de notre parlementarisme «de milice» par un parlementarisme professionnel. Il convient donc d'économiser du temps là où cela est loisible sans inconvénients majeurs.

On m'objectera sans doute, comme il y a quatre ans et demi, que ma proposition porte atteinte au droit de parole. Si elle le limite quelque peu, elle lui restitue aussi sa juste place, ses vraies dimensions, puisqu'elle amène les options à se faire à partir de données plus précises et mieux étudiées. Car tout débat n'est pas forcément exclu par la procédure écrite: la discussion, selon l'article 71 de notre règlement, reste possible au cas où sont proposés le rejet ou la modification de nos motions et postulats. Ne vaut-il pas la peine, alors, de se prononcer en meilleure connaissance de cause?

Je crois aussi qu'un tel mode de faire peut contribuer à donner à cet aspect de nos travaux un plus grand retentissement dans l'opinion publique. Déjà parce que les journalistes parlementaires, disposant de textes complets et de documents plus élaborés, seront encouragés à en rendre compte moins compendieusement. Mais surtout parce que, nous astreignant de notre plein gré à la discipline que je préconise, et nous donnant par là une possibilité de traiter plus efficacement d'affaires encore plus importantes, nous adopterions nous-même une des mesures visant à résister à la tentation du parlementarisme professionnel. L'image de marque du Parlement et l'intérêt de la conduite du pays ne peuvent qu'y gagner.

#### *Schriftliche Stellungnahme des Büros*

##### *Rapport écrit du Bureau*

Le Bureau partage l'opinion du motionnaire sur les avantages de la procédure écrite pour les interventions personnelles et est prêt à tout entreprendre pour promouvoir cette pratique. On peut toutefois se demander si celle-ci est applicable aux interpellations urgentes. Il y a donc lieu d'examiner s'il ne faudrait pas prévoir au moins certaines exceptions à la procédure écrite obligatoire. La motion devra de toute façon être discutée au préalable au sein des groupes. C'est pourquoi le Bureau ne saurait s'engager d'ores et déjà à présenter un projet de révision du règlement qui reprenne intégralement la proposition du motionnaire, mais il est tout disposé à accepter la motion sous forme de postulat.

#### *Schriftliche Erklärung des Büros*

##### *Déclaration écrite du Bureau*

Le Bureau est prêt à accepter la motion sous forme de postulat.

Vizepräsident **Generali**: Das Büro beantragt, die Motion in ein Postulat umzuwandeln. Ist Herr Raoul Kohler mit der Umwandlung seiner Motion in ein Postulat einverstanden?

M. **Kohler** Raoul: Je suis d'accord de transformer ma motion en postulat à la condition que la procédure orale ne soit réservée qu'à des cas d'urgence.

Vizepräsident **Generali**: Herr Raoul Kohler ist mit der Umwandlung seiner Motion in ein Postulat einverstanden. Wird das Postulat aus der Mitte des Rates bekämpft? (Zwischenrufe: Ja!) – Ich stelle fest, dass das Postulat aus

der Mitte des Rates bestritten wird. Wir stimmen über das Postulat ab.

#### *Abstimmung – Vote*

Für Annahme des Postulates	63 Stimmen
Dagegen	38 Stimmen

75.223

#### **Parlamentarische Initiative. Stimmrecht und Wählbarkeit für Achtzehnjährige (Ziegler-Genf)** **Initiative parlementaire. Droit de vote et d'éligibilité abaissé à 18 ans (Ziegler-Genève)**

Siehe Seite 63 hiervor — Voir page 63 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 7. Juni 1978

Décision du Conseil des Etats du 7 juin 1978

#### *Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Beschlusentwurfes	83 Stimmen
Dagegen	24 Stimmen

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

76.231

#### **Parlamentarische Initiative Organisationsgesetz. Unvereinbarkeit (Alder)** **Initiative parlementaire. Loi d'organisation judiciaire. Incompatibilités (Alder)**

Siehe Seite 67 hiervor — Voir page 67 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 7. Juni 1978

Décision du Conseil des Etats du 7 juin 1978

#### *Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Gesetzentwurfes	133 Stimmen (Einstimmigkeit)
---------------------------------	---------------------------------

*An den Ständerat – Au Conseil des Etats*

76.042

#### **Versicherungsaufsichtsgesetz** **Surveillance des institutions d'assurance. Loi**

Siehe Seite 25 hiervor — Voir page 25 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 23. Juni 1978

Décision du Conseil des Etats du 23 juin 1978

Vizepräsident **Generali**: Herr König wünscht eine Fraktionserklärung abzugeben.

**König**: Die Fraktion des Landesrings der Unabhängigen lehnt die Neufassung des Versicherungsaufsichtsgesetzes ab. Für sie ist unannehmbar, dass die Mehrheit des Parlamentes ohne jede Not den Vorschlag einer von den interessierten Kreisen geführten sogenannten Expertenkommission übernimmt, den Preiswettbewerb der verschiedenen Versicherungsgesellschaften bei der Prämienfestsetzung für die Motorfahrzeughaftpflichtversicherung durch ein ge-

## **Parlamentarische Initiative. Stimmrecht und Wählbarkeit für Achtzehnjährige (Ziegler-Genf)**

### **Initiative parlementaire. Droit de vote et d'éligibilité abaissé à 18 ans (Ziegler-Genève)**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1978
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	14
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	75.223
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	23.06.1978 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1002-1002
Page	
Pagina	
Ref. No	20 006 743

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

**Zehnte Sitzung – Dixième séance****Mittwoch, 5. Oktober 1977, Vormittag****Mercredi 5 octobre 1977, matin**

9.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Munz

75.223

**Parlamentarische Initiative (Ziegler-Genf).  
Stimmrecht und Wählbarkeit für Achtzehnjährige  
Initiative parlementaire (Ziegler-Genève).  
Droit de vote et d'éligibilité abaissé à 18 ans**

Bericht der Kommission des Nationalrates vom 14. Juni 1976  
(BBI II, 1401)Rapport de la commission du Conseil national du 14 juin 1976  
(FF II, 1369)Stellungnahme des Bundesrates vom 20. Oktober 1976  
(BBI III, 1128)

Avis du Conseil fédéral du 20 octobre 1976 (FF III, 1153)

Beschluss des Nationalrates vom 5. Mai 1977

Décision du Conseil national du 5 mai 1977

*Wortlaut der Initiative vom 12. März 1975*

Artikel 74 Absatz 2 der Bundesverfassung wird wie folgt geändert:

<sup>2</sup> Stimm- und wahlberechtigt bei solchen Abstimmungen und Wahlen sind alle Schweizer und Schweizerinnen, die das 18. Altersjahr zurückgelegt haben und nicht nach dem Recht des Bundes oder des Wohnsitzkantons vom Aktivbürgerrecht ausgeschlossen sind.

*Antrag des Büros*

Ablehnung der Initiative

*Antrag Morier-Genoud*

Annahme der Initiative

*Texte de l'Initiative du 12 mars 1975*

L'article 74, 2e alinéa, de la constitution fédérale est modifié comme suit:

<sup>2</sup> Tous les Suisses et toutes les Suissesses âgés de dix-huit ans révolus et qui ne sont pas privés des droits politiques par la législation de la Confédération ou du canton de domicile ont le droit de prendre part à ces élections et votations.

*Proposition du Bureau*

Rejeter l'initiative

*Proposition Morier-Genoud*

Adopter l'initiative

**Reimann**, Berichterstatter: Am 12. März 1975 hat Herr Nationalrat Ziegler-Genf eine Einzelinitiative eingereicht, wonach das Stimmrechtsalter und das Wahlrechtsalter auf 18 Jahre herabgesetzt werden soll. Parlamentarische Initiativen stützen sich auf Artikel 93 Absatz 1 der Bundesverfassung und das Verfahren auf Artikel 21bis bis 21novies des Geschäftsverkehrsgesetzes. Am 17. Dezember 1975 beschloss der Nationalrat mit 65 : 60 Stimmen, der Initiative Ziegler Folge zu geben. Die vorberatende Kommission des Nationalrates beantragte daraufhin am 14. Juni 1976 in ihrem Bericht, das Stimm- und Wählbarkeitsalter auf 18 Jah-

re zu senken und den neugefassten Artikel 74 Absatz 2 der Bundesverfassung Volk und Ständen zur Abstimmung vorzulegen. In Befolgung der eingangs erwähnten Artikel des Geschäftsverkehrsgesetzes unterbreitete die Kommission des Nationalrates ihren Bericht (ich verweise auf die Seiten 5 bis 8 der Vorlage 75.223 mit den Pro und Kontra, die Sie dort nachlesen können) dem Bundesrat zur Stellungnahme. In seiner Stellungnahme vom 20. Oktober 1976 erinnert der Bundesrat daran, dass er ja seinerzeit aufgrund der Vorstösse Tanner vom 3. Juni 1970 und Ulrich vom 17. Juni 1970 eine Studienkommission unter anderem auch mit der Frage der Herabsetzung des Stimm- und Wählbarkeitsalters beauftragt habe. Am 21. März 1973 hatte der Bundesrat vom Bericht der Expertenkommission Kenntnis genommen und gleichzeitig die Bundeskanzlei mit der Durchführung eines Vernehmlassungsverfahrens bei den Kantonen und Parteien beauftragt. Schon am 14. November 1973 beschloss dann der Bundesrat, die ganze Frage um einige Jahre zu vertagen, um vor allem auch die weitere Entwicklung in den Kantonen zu verfolgen. Er hat in der Folge auch keine entsprechende Verfassungsrevision in den Richtlinien für die Legislaturperiode 1975–1979 vorgesehen. Für diese abwartende Haltung des Bundesrates waren 1973 ausschlaggebend: 1. Weder das Vernehmlassungsverfahren bei den Kantonen und Parteien noch die Umfrage bei 30 000 Jugendlichen im ganzen Land gaben eine klare und eindeutige Tendenz. 2. Die Herabsetzung des Stimmrechtsalters wurde in den Jahren 1972/73 in fünf Kantonen vom Volk zum Teil hoch verworfen. Und schlussendlich kam dazu die Ueberlastung des Gesetzgebungsapparates des Bundes und die mangelnde Dringlichkeit einer solchen Vorlage.

In der Stellungnahme vom Oktober 1976 weist der Bundesrat nun darauf hin, dass nach wie vor ähnliche Gründe wie 1973 für und gegen die Herabsetzung des Stimmrechtsalters sprechen. Er ist aber der Meinung, dass die Ueberlegungen, welche 1973 zur Nichtweiterverfolgung des Geschäftes führten, auch heute noch Geltung haben. Die Tatsache, dass auch seit der ersten Stellungnahme wieder ähnliche Vorlagen in sechs Kantonen (im Kanton Schaffhausen zum zweitenmal) abgelehnt wurden, ist für den Bundesrat eine Bestätigung für seine These, dass die Sache noch nicht jenen Reifegrad erreicht hat, um einem entsprechenden Verfassungsartikel auf Bundesebene einigige Chancen zu geben, um bei Volk und Ständen durchzukommen.

Am 5. Mai 1977 befasste sich der Nationalrat in der Folge ein zweites Mal und in Kenntnis der abwartenden Stellungnahme des Bundesrates mit der Angelegenheit. Er stimmte der Initiative Ziegler – diesmal mit 71 : 57 Stimmen – zu. Dabei wurde der Initiativtext auf Anregung des Bundesrates leicht modifiziert (ich verweise auf Seite 2 unten der bundesrätlichen Stellungnahme vom 20. Oktober 1976). Heute haben wir uns im Ständerat nun mit der Materie zu befassen. Das Büro Ihres Rates, dem die Initiative zur Behandlung zugewiesen wurde, hat den Vorstoss von Herrn Ziegler an der Sitzung vom 6. September behandelt. Dabei war als Experte auch der seinerzeitige Präsident der Expertenkommission, Herr Vizekanzler Buser, anwesend. Namens des Büros Ihres Rates beantrage ich Ihnen, mit allen Stimmen bei einer Enthaltung, Ablehnung der Initiative Ziegler. Dabei ist nicht etwa eine einhellige und grundsätzliche Gegnerschaft gegen die Idee einer Herabsetzung des Stimm- und Wahlrechtsalters auf 18 Jahre für unseren Antrag bestimmend gewesen. Im Gegenteil, zwei Mitglieder des heutigen Büros haben ja den seinerzeitigen Vorstoss unseres Kollegen Ulrich mitunterzeichnet. Wir sind aber nach gründlicher Ueberlegung von Pro und Kontra zur Ueberzeugung gelangt, dass eine solche Entwicklung von unten nach oben getragen werden müsste, also von den Kantonen zum Bund und nicht umgekehrt, und dass sie zudem von den Direktbeteiligten auch mehrheitlich herbeigewünscht und erwartet werden sollte. Solange aber diese Voraussetzungen nicht erfüllt sind, erachten wir es als sinnlos, mit einem weiteren Plebiszit einer überlasteten

Abstimmungsdemokratie noch eine weitere Vorlage auf den Karren zu laden, sind doch schon heute für die sechs in dieser Legislaturperiode noch verbleibenden Abstimmungssonntage bereits 12 bis 15 Geschäfte voraussehbar. Wir glauben, dass wir der Weiterentwicklung dieser Idee einen besseren Dienst erweisen, wenn wir den Reifeprozess noch um einige Jahre verlängern und vor allem die Entwicklung in den Kantonen abwarten. Aus diesen Überlegungen heraus ersuche ich Sie, unserem Antrag auf Ablehnung der Initiative Ziegler zuzustimmen.

**Ulrich:** Bei der Behandlung dieser Initiative befinde ich mich in einer ganz besonders heiklen Lage. Der Kanton Schwyz gewährt seinen 18jährigen Bürgern schon seit 1848, ja eigentlich schon seit jeher das Stimmrecht. Dieser Umstand hat noch nie Anlass zu Schwierigkeiten oder Problemen gegeben. Ganz im Gegenteil, wir sind damit ausgezeichnet gefahren, und es besteht auch keine Absicht, daran etwas zu ändern. Aus diesem Grunde habe ich – wie der Referent schon ausgeführt hat – in der Herbstsession 1968 selbst ein Postulat eingereicht und um Einführung des Stimm- und Wahlrechts für die 18jährigen nachgesucht. Der Bundesrat war bereit, es entgegenzunehmen, hingegen wurde aus der Mitte dieses Rates opponiert, worauf dann aber das Postulat doch mit 21 : 8 Stimmen angenommen und überwiesen wurde.

Ich bin noch heute grundsätzlich ein Befürworter des Stimm- und Wahlrechts für die 18jährigen. Viele Gründe, die heute dagegen angeführt werden, kann ich nicht anerkennen. Eine möglichst breite Basis für die Mitwirkung der Bürger bei der Willensbildung ist in unserem Staate zweifellos erstrebenswert. Es scheint mir jedenfalls wünschenswerter, wenn unsere jugendlichen Mitbürger im Rahmen unserer demokratischen Institution auf das Geschehen im Staate Einfluss nehmen können, statt zum Mittel des Radikalismus gedrängt zu werden.

Es stimmt auch nicht, dass die Jugendlichen nicht vom Stimmrecht Gebrauch machen würden. Ich kenne Fälle, da im Kanton Schwyz das Gegenteil eingetreten ist. Uebrigens gilt hier doch wie seinerzeit beim Frauenstimmrecht: Das Stimmrecht ist ein Recht für jene, die davon Gebrauch machen wollen. Für den Kanton Schwyz würde die Einführung des Stimmrechts mit 18 Jahren beim Bund eine Harmonisierung, eine Vereinheitlichung, eine Vereinfachung bedeuten.

Heute stellt sich aber auch für mich – wie der Referent schon ausführte – die Frage: Hat eine solche Vorlage jetzt eine Chance? Leisten wir damit der Sache einen Dienst? Nach dem Ergebnis in allen Kantonen, in denen Abstimmungen durchgeführt wurden, und nach dem negativen Ausgang des Vernehmlassungsverfahrens muss ich wohl auch annehmen, dass eine Abstimmung heute ein negatives Ergebnis zeitigen würde. Das würde dem Anliegen aber sehr viel schaden, und eine Chance wäre auf Jahre hinaus vertan. Zudem sollten wir unsere schon auf das Maximum belastete Referendumsdemokratie nicht noch mit einer weiteren aussichtslosen Abstimmung belasten. Aus diesen Gründen habe ich mich im Büro der Stimme enthalten, und ich verzichte auch hier auf einen Gegenantrag.

**M. Morier-Genoud:** Faut-il abaisser à 18 ans l'âge requis pour l'exercice du droit de vote et d'éligibilité? Le Conseil national – je le rappelle – a répondu par l'affirmative contre l'avis initial de sa commission. Il propose de soumettre à tout le moins la question au peuple. Le bureau de notre conseil ne partage pas ce point de vue. Il est favorable, certes, au droit de vote à 18 ans, nous dit-il, mais il estime que le temps n'est pas encore venu de soumettre cette question au peuple. Attendons donc un peu, l'affaire n'est pas mûre. Inutile de déranger le peuple, puisqu'on connaît par avance sa réponse qui sera forcément négative. Manière élégante d'enterrer cette initiative!

Malgré tout le respect que je dois à notre bureau, je me permets de douter de la sagesse d'une telle proposition.

Une remarque de forme tout d'abord: j'ai fouillé notre bible, c'est-à-dire notre règlement du conseil, et j'ai vainement cherché la disposition qui permet au bureau de s'occuper d'un tel objet. Aussi je me demande pourquoi une commission n'a pas été chargée de l'examiner selon la procédure usuelle. Le bureau a-t-il estimé que la question n'en valait pas la peine, qu'elle ne présentait pas un intérêt suffisant? Pour ma part, je pense que c'est un problème qui mérite tout de même une attention plus grande. Il occupe notre Parlement depuis déjà de nombreuses années et tous les parlements des pays qui nous entourent ont eu à le traiter.

Les droits civiques de nos jeunes concitoyens ne sont pas à négliger pas plus que ceux de nos concitoyennes. A cet égard, l'argument, invoqué par le bureau à l'appui de sa proposition, me paraît peu convaincant. Peut-on vraiment déduire des scrutins cantonaux qui ont déjà eu lieu que le peuple sera forcément contre l'abaissement de la majorité civique en Suisse? Les certitudes exprimées à ce sujet par le bureau feraient pâlir de jalousie Mme Soleil. Pour le surplus, elles ne présentent pas grand mérite.

D'autres scrutins, plus récents et nombreux, ont montré combien il est difficile, non seulement d'interpréter la volonté populaire, mais encore plus de la prévoir. D'ailleurs, serait-ce une raison valable de renoncer à poser la question au peuple? Si l'on avait raisonné ainsi pour le suffrage féminin, il ne serait toujours pas introduit en Suisse. Quant aux sondages, ils ne sauraient remplacer la consultation populaire.

Enfin l'argument selon lequel le mouvement doit venir des communes, des cantons, c'est-à-dire de bas en haut, ne me paraît pas déterminant. L'on constate que les jeunes s'intéressent souvent davantage aux grands problèmes nationaux qu'aux problèmes de gestion locale. Je remarque en outre que certains cantons connaissent déjà le droit de vote à 18 ans. Or cela n'a pas entraîné à ce jour ce mouvement aspirant vers le haut. Je crois donc qu'il est préférable de traiter le problème à l'échelon national.

Sur le fond du problème, je me bornerai à relever que les mœurs et les conceptions évoluent rapidement même en politique. C'est pourquoi, encore une fois, pas plus que la question du suffrage féminin, celle de l'abaissement de la majorité civique à 18 ans ne peut être considérée comme définitivement classée à la suite de quelques scrutins cantonaux négatifs. Tous les pays qui nous entourent, la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, ont abaissé la majorité civique, voire civile, au-dessous de 20 ans, suivant en cela une résolution votée par le Conseil de l'Europe, le 19 septembre 1972. Ils l'ont fait pour intégrer à la vie politique des classes d'âge auxquelles l'Etat demande des prestations économiques, financières, sociales et militaires. N'est-il pas normal et équitable en contre-partie que ces jeunes puissent participer à la vie politique de cet Etat?

Il n'en va pas différemment de nos jeunes Suisses et de nos jeunes Suissesses de 18 à 20 ans. Pourquoi ce manque de confiance à leur égard, pourquoi cette peur des jeunes? Montreraient-ils une maturité moins grande que leurs homologues européens, se désintéresseraient-ils plus de la vie politique? Je crois que leur intérêt pour les grands problèmes de l'heure, celui de l'énergie nucléaire par exemple, démontre clairement le contraire. Alors faut-il les rejeter de notre vie politique, de nos débats démocratiques? Faut-il ne leur laisser, pour voies d'expression, que les manifestations? Faut-il encourager chez eux une tendance à l'extrémisme que l'on craint précisément? Cette solution me paraît fâcheuse.

Je souhaite, pour ma part, que le peuple suisse puisse dès maintenant se prononcer et leur accorder le droit de vote et d'éligibilité. Je suis convaincu que les jeunes sont tout aussi capables et tout aussi dignes de s'occuper des affaires politiques que beaucoup de citoyens plus âgés. De surcroît, une telle mesure contribuera heureusement à rétablir un certain équilibre dans la pyramide des âges, pyramide caractérisée par un accroissement massif des

classes âgées de la population. L'abaissement de la majorité civique constituera un contrepoids salutaire pour notre vie politique. Certes, je ne me fais aucune illusion, il ne faut en attendre aucun miracle, ni aucun bouleversement. Les expériences faites par les pays qui nous entourent sont révélatrices. Néanmoins, la Suisse n'a aucune raison valable de se singulariser dans ce domaine. Le Conseil des Etats a encore moins de raisons de se distancer, à tout prix, à ce sujet, du Conseil national. C'est pourquoi je vous demande de suivre ce dernier et de soumettre d'ores et déjà la question au peuple.

**Bächtold:** Im Gegensatz zu Herrn Kollege Morier-Genoud habe ich noch nie an der sagesse, an der Weisheit des Büros gezweifelt. Im Gegenteil: Sein Antrag, diese Initiative abzulehnen, und die Begründung, die uns der Herr Vizepräsident, Kollege Reimann, gegeben hat, bestätigen mein unerschütterliches Vertrauen. Ich kann mich deshalb dem Antrag des Büros anschliessen. Dabei ist der Umstand, dass es sich um ein Ziegler-Produkt handelt, für mich keineswegs ein Grund zur Ablehnung, natürlich auch nicht zur Annahme. Mein Nein gründet weniger in grundsätzlichen Ueberlegungen als in den politischen Realitäten, vor allem in den Erfahrungen meines Heimatkantons. Wie Sie von Herrn Vizepräsident Reimann gehört haben, ist Schaffhausen jener Stand der Eidgenossenschaft, der schon zweimal – 1972 und 1975 – Initiativen zur Herabsetzung des Stimm- und Wahlrechtsalters verworfen hat, beide Male für die Initianten geradezu deklassierenden Mehrheiten, ungefähr im Verhältnis 5 : 1. Im allgemeinen gilt Schaffhausen als ein guter Indikator für gesamtschweizerische Stimmungen und Entscheidungen.

Ich möchte zu unserer Diskussion nur noch folgendes beifügen: Diese Umfrage, namentlich unter Berufs- und Kantonschülern, hat doch zum Ausdruck gebracht, dass die Jugendlichen ein politisches Mitspracherecht vor allem in Gemeinde- und Kantonsangelegenheiten suchen, während sie dem Stimmrecht auf Bundesebene eher etwas skeptisch und distanziert gegenüberstehen. Es wäre wahrscheinlich auch hier richtig, wenn man den Weg von unten nach oben beginnen würde. Nur muss man dabei ein ehrliches Spiel treiben, nicht wie beim Frauenstimmrecht, wo manche Gegner sagten, man solle auf den Bund warten, und wenn dann der Bund das Frauenstimmrecht einführen wollte, dann hiess es, die Kantone sollen damit beginnen. Bei unseren Schaffhauser Abstimmungen, Herr Kollege Ulrich, war natürlich ein oft gehörtes Argument, dass die 18jährigen Innerschweizer in den Kantonen Schwyz, Zug und Obwalden das Stimmrecht besitzen und dass man dort – wie wir es gehört haben – keine schlechten Erfahrungen gemacht habe. Darf ich dazu in Ergänzung Ihres Votums etwas Historisches mitteilen, das nicht in der Botschaft des Bundesrates steht. Es ist eine Tatsache, dass im Gebiet der Eidgenossenschaft die Volljährigkeit während des Mittelalters und bis weit in die Neuzeit hinein bereits mit 14 Jahren erreicht wurde und dass übrigens auch die Wehrpflicht und die Waffenfähigkeit viel früher begannen als heute. In den Stadtstaaten wie Schaffhausen wurden Untertanen mit 14 Jahren vereidigt, und in den Landkantonen konnten die Jugendlichen schon früh an den Landsgemeinden teilnehmen. Es war dann die helvetische Einheitsverfassung, welche die Altersgrenze unter französischem Einfluss gesetzlich und einheitlich auf 20 Jahre hinaufsetzte.

Nachher griffen einige Kantone der Innerschweiz auf die frühere Tradition zurück, nicht aus Fortschrittlichkeit, sondern eher aus einer gewissen konservativen Gesinnung heraus. Ich nehme nicht an, dass die 18jährigen Innerschweizer der Kantone Schwyz, Zug und Obwalden politisch reifer sind als die 18jährigen Schweizer anderer Kantone; ich glaube, sie nehmen das auch nicht für sich in Anspruch. Es ist zuzugeben – da muss ich Herrn Kollege Morier-Genoud recht geben –, dass sich in den letzten Jahrzehnten manches verändert hat zugunsten der Herabsetzung des Stimm- und Wahlrechtsalters auf 18 Jahre.

Das Aufkommen von Radio und Fernsehen hat den Informationsmöglichkeiten erheblichen Auftrieb gegeben, und die staatsbürgerliche Ausbildung in unseren Schulen ist gegenüber früher besser geworden, wenn auch auf diesem Gebiet noch viel zu tun wäre.

Es werden sogar psychologische und biologische Gründe vorgebracht. Da ist ein Fragezeichen am Platz. Sicher ist die Jugend heute ungehemmter und frühreifer als einst, zum Beispiel in sexuellen Fragen. Aber das ist noch kein Beweis dafür, dass sie auch in politischer und charakterlicher Hinsicht reifer geworden ist. Wie immer dem sei, ich hoffe, dass ein negativer Entscheid des Ständerates von der politisch wirklich interessierten Jugend nicht etwa als Herabsetzung empfunden wird. Die Jugendlichen lieben die Offenheit und die Klarheit, und die meisten schätzen den Kult nicht, der in den letzten Jahrzehnten mit ihnen getrieben worden ist, zum Teil ihrer grösseren Kaufkraft wegen. So muss man den Jugendlichen meines Erachtens mit aller Offenheit sagen, dass sich derartige Veränderungen in der Demokratie mit Zwängereien nicht vollziehen lassen. Im Kanton Schaffhausen habe ich nie erlebt, dass jemand in kurzer Zeit vom Saulus zum Paulus wurde. Hingegen darf ich in diesem Zusammenhang an eine andere biblische Gestalt erinnern, nämlich an den König Salomo, der sagte, Geduld sei der zweite Verstand, und ein geduldiger Geist sei besser als ein hoher Geist. Mit den Herren Kollegen Reimann und Ulrich glaube auch ich, dass man der Sache keinen guten Dienst leistet, wenn man jetzt an den Bäumen zu schütteln und zu rütteln beginnt, bevor die Früchte an diesen Bäumen reif geworden sind. Mit dem Hinweis auf den Psalm Salomos möchte ich Ihnen empfehlen, dem Antrag des Büros Folge zu leisten.

**Reimann, Berichterstatte:** Gestatten Sie mir nur eine Feststellung zur Frage, warum das Büro Ihres Rates dieses Geschäft behandelt habe. In Artikel 11 unseres Geschäftsreglements wird festgehalten, dass das Büro wählt, falls der Rat die Wahl nicht selber vorzunehmen beschliesst: die nichtständigen Kommissionen und deren Präsidenten. Es ist nirgends verboten, dass in ganz seltenen Fällen das Büro ein Geschäft selber übernimmt, nämlich dann, wenn die Mitglieder des Büros nach alter Tradition eine Fahrt in den Kanton des Ratspräsidenten unternehmen. Die Zusammensetzung des Büros entspricht in diesen Fällen natürlich nicht immer dem politischen Kräfteverhältnis unseres Rates. Es ist heute indessen das erstmal, dass diese an und für sich bescheidene Sache, die wir uns da alle Jahre einmal «zuschauen», zu Kritik in diesem Rat geführt hat. Ich begreife Herrn Morier-Genoud, doch lag es mir daran, diese Feststellung hier im Namen des Büros zu machen.

Ich wiederhole: Wir sind nicht leichtsinnig an dieses Geschäft herangegangen. Wir haben die Dinge gründlich studiert, und es wäre falsch zu denken, dass wir nur mit Rücksicht auf die politische Lage Ablehnung der Initiative beantragen würden; wir sind vielmehr der Meinung, dass wir mit unserem Antrag der Sache einen Dienst erweisen.

**M. Dreyer:** Avec beaucoup d'entre vous, je pense, je suis partisan de l'abaissement de l'âge du droit de vote et d'éligibilité à 18 ans.

Tout à l'heure, on a rappelé les arguments qui militent en faveur de ce principe, de ce postulat qui est devenu une initiative. Je ne les rappellerai pas, mais je voudrais simplement insister sur un fait. Lorsque, il y a plus de 20 ans, on discutait âprement dans cette enceinte du suffrage féminin, on opposait un certain nombre d'arguments qui se retrouvent aujourd'hui dans les thèses de ceux qui, directement ou indirectement, s'opposent à l'initiative. Sur le fond, je crois, il n'y a pas de doute: la plupart d'entre nous sommes d'accord avec la nécessité d'accorder aux jeunes, dès l'âge de 18 ans, le droit de vote et d'éligibilité.

J'évite les redites, je n'ai pas besoin d'étayer l'argumentation que l'on sait. En revanche, la question qui se pose

aujourd'hui pour nous réside moins dans le fait de savoir s'il faut, oui ou non, accorder le droit de vote et d'éligibilité à 18 ans que dans le fait de savoir s'il faut, oui ou non, soumettre au peuple une initiative allant dans ce sens, soumettre cette initiative au peuple dans les circonstances présentes et dans un délai très rapproché.

L'auteur de l'initiative, je crois pouvoir le dire, ne se faisait pas beaucoup d'illusions sur le résultat d'un vote du Parlement, et surtout du peuple. Il a voulu faire une espèce de coup d'éclat et peut-être aussi, en toute bonne conscience, faire avancer la cause; c'est en effet faire avancer la cause, incontestablement, que nous obliger à discuter le principe.

Mais on l'a rappelé, toutes les tentatives faites jusqu'ici, dans divers cantons, tendant à l'octroi du droit de vote à 18 ans ont échoué. Là où le droit de vote existe déjà à 18 ou à 19 ans, on n'a pas fait voter le peuple au cours de ces dernières années, il s'agit d'une très, très longue tradition.

Je crains que les partisans de la thèse du Conseil national, thèse qu'a reprise ici notre collègue Morier-Genoud, ne se rendent pas compte que le moyen le plus sûr de nuire à la cause, c'est d'inviter le peuple à se prononcer sans délai sur la question. En politique, pour aller sûrement et vite, il faut savoir parfois se hâter lentement et l'on peut reprendre l'expression souvent utilisée en la circonstance: «Aujourd'hui, il est urgent d'attendre.» Les partisans éclairés de la cause comprendront sans doute que la décision négative que nous prendrions aujourd'hui n'a pas pour but de combattre le principe; elle n'aurait d'autre but que d'éviter que, par un vote négatif du peuple, on recule à trop longtemps l'échéance d'une votation populaire.

Si l'on devait voter à bref délai, la décision populaire – contrairement à ce que pense, dans un optimisme pas très éclairé, je dois le dire, notre collègue Morier-Genoud – serait sans doute négative; on ne ferait alors que reculer exagérément l'échéance attendue par les partisans du principe.

Vous savez, en outre, qu'à la suite de plusieurs votations populaires, on n'a pas manqué de relever qu'il y avait une sorte de divorce entre l'opinion et le Parlement. Ce n'est pas toujours le cas, mais c'est trop souvent le cas. En l'occurrence, si le Parlement permettait au peuple de se prononcer sur cette initiative ou l'invitait à s'exprimer à ce propos, il ferait une fois de plus, inutilement, la démonstration qu'il existe un divorce entre ce qu'il décide et ce que le peuple pense.

C'est vrai qu'on ne devrait pas nécessairement tenir compte des résistances de l'opinion et des résistances populaires, parce qu'il ne faut pas toujours donner l'impression que les politiciens pratiquent cette règle émise par un politicien français poltron qui disait: «Je les commande, donc je les suis!» Nous devons de temps en temps les précéder. Mais pour l'heure, en voulant les précéder, nous nuisons à la cause. Or cette cause m'est chère et je voudrais éviter à tout prix qu'aujourd'hui on la compromette parce qu'il faut, sans trop tarder, lui donner des chances effectives de se concrétiser.

Je soutiens donc la proposition du bureau.

**M. Morier-Genoud:** Deux remarques. La première à l'égard de l'auteur de l'initiative qu'on a qualifiée tout à l'heure de «coup d'éclat». Pour une fois que dans le flot d'initiatives, de motions, d'interpellations, de questions petites ou grandes, expresses ou non, mais toujours d'une portée planétaire, sinon cosmique qu'il dépose, pour une fois qu'il en est une qui soulève un problème plus modeste, qui touche concrètement et directement nos concitoyens et leurs droits civiques, je regretterais pour ma part qu'elle pâtisse de son auteur.

Ma seconde remarque à l'intention de M. Dreyer. Il déclare qu'il est en faveur de cette cause. Cependant, nous dit-il: «Hâtons-nous lentement, il n'est pas opportun de

soumettre la question au peuple maintenant; ce serait l'enterrer à coup sûr.» Je lui répondrai seulement ceci: le moyen le plus sûr d'enterrer la question, c'est de ne pas la soumettre au peuple.

**Bundespräsident Furgler:** Wie im Nationalrat, so schälen sich auch hier zwei Hauptfragen heraus. Die erste: Ist man grundsätzlich der Meinung, dass das Stimmrechtsalter auf 18 Jahre gesenkt werden sollte? Die zweite: Wenn ja, ist der Moment gekommen, das heute zu tun? Bezeichnend in dieser Richtung ist das letzte Gespräch zwischen den Herren Dreyer und Morier-Genoud. Ich darf Ihnen in Erinnerung rufen, dass mit Bezug auf die erste grundsätzliche Frage (Pro oder Kontra) der Bericht der Studienkommission, den wir im Jahre 1973 verlangt hatten, recht aufschlussreich ist, aufschlussreich in der Hinsicht, dass keine «unité de doctrine» zustande kam. Alle, die sich äusserten, stützen sich auf Aerzte sowie Psychologen und viel weniger auf juristische Argumente. Die einen erklärten, die heutige Industriegesellschaft habe bewirkt, dass die jungen Menschen nicht nur biologisch viel früher reif seien, sondern auch politisch dieses innere Empfinden in eine Teilnahme an der Staatlichkeit umsetzen wollten; andere beriefen sich fast *e contrario* auf die gleichen Zeugen.

Der Bundesrat hat sich darüber sehr einlässlich ausgesprochen. Er hat mit Bezug auf die erste Frage die Tendenz zu bejahen, wonach man diese verschiedenen Fakten, die in der Studienkommission sichtbar geworden sind, so deuten könnte, dass jüngere Menschen auch am staatlichen Geschehen teilnehmen sollten. Vor allem hat in diesem Zusammenhang bei der Frage 1 mitgespielt, dass natürlich auch unsere Rechtsordnung verschiedenen sichtbar macht, was diesen Entscheid fast nahelegt. Ich verweise auf Regelungen in Rechtsgebieten wie dem Strafrecht, wo Jugendliche im Sinne des Strafgesetzbuches Menschen sind zwischen 15 und 18 Altersjahren. Für sie sind besondere Strafen und Massnahmen vorgesehen, bei denen die Nacherziehung im Vordergrund steht, während die 18- bis 25jährigen grundsätzlich den allgemeinen Bestimmungen des Erwachsenen-Strafrechts unterstehen. Sie erinnern sich auch aus dem Arbeitsrecht an die Schutzbestimmungen für jugendliche Arbeitnehmer bis zum erfüllten 18. Altersjahr, ausgeweitet für Lehrlinge bis zum 20. Altersjahr. Das Gegenbeispiel wäre die Bindung der Wehrpflicht an das 20. Altersjahr, entsprechend dem Mündigkeitsalter, wie wir es aus dem Zivilgesetzbuch kennen und mit Bezug auf das Abstimmungsrecht auch hier wieder vorfinden. Es lag mir daran, das sichtbar zu machen.

Mit Bezug auf Nachbarländer haben mehrere Redner bereits erwähnt, dass in den letzten Jahren die Bundesrepublik Deutschland, Frankreich und Italien das Mündigkeitsalter neu auf 18 Jahre festgesetzt haben, Oesterreich auf 19 Jahre. Sind wir eine Insel? Können wir uns diesem Trend entziehen oder haben wir, wie das unsere eigene Rechtsordnung in verschiedenen Gebieten sichtbar macht, jetzt den Schritt auch im Stimmrechtsalter zu vollziehen? Ich hörte mit Interesse das Gespräch zwischen den Herren Bächtold und Ulrich über den Stellenwert der Inner- und Aussenpolitik (18 Jahre). Herr Bächtold meinte, dass das nicht aus Fortschrittlichkeit geschehen sei, sondern eher aus einer gewissen konservativen Gesinnung heraus. Für mich ist es selbstverständlich, dass sich diese beiden Begriffe sehr gut in einer Synthese zu finden vermögen, so dass auch der Konservative fortschrittlich sein kann. Das ist sicher beim Kanton Schwyz, aber auch bei Zug und Obwalden, der Fall gewesen.

Die zweite wichtige Frage, nachdem Sie diesen Grundtenor aus mir hören, wonach ich meine, man könnte es wagen: Soll man es heute wagen? In dieser Frage kam der Bundesrat bei seiner damaligen Stellungnahme zur Ueberzeugung, dass die Ergebnisse der kantonalen Abstimmungen den Elan gebremst hätten. Sie wissen, dass alle Kantone, die neu diesen Schritt nach unten vollziehen

wollten, wuchtige Nein-Entscheide zur Kenntnis nehmen mussten; Herr Bächtold hat davon gesprochen. Wir haben sogar bei einer Zwischenanalyse nach unserem ersten Bericht die Feststellung gemacht, dass seither weitere sechs Kantone eine Herabsetzung des Stimmrechtsalters hoch verworfen haben. Das führte dazu, dass wir es nicht in die erste Prioritätsordnung aufnahmen; sie konnten das aus dem Regierungsprogramm entnehmen.

Ich komme zum Schluss. Nach meiner Ueberzeugung muss die Hauptfrage – soll man die Tendenz bejahen? – tatsächlich positiv beantwortet werden. Die zweite Frage – soll man es heute tun? – betrachte ich als unentschieden. Neigungsmässig würde ich meinen: Warum soll man es nicht einmal dem Volk anheimstellen, sich auszusprechen? Hat doch Herr Morier-Genoud sicher recht mit dem Hinweis darauf, dass die sicherste Art, es nicht einzuführen, das Nichtunterbreiten sei. Ich habe aber auch Verständnis – wie wir es in der Botschaft des Bundesrates selbst zum Ausdruck brachten –, wenn aufgrund der negativen Entscheidung der Kantone der Reifegrad bestritten wird. Für mich ist wichtig, dass Sie jetzt einmal entscheiden, damit dieses jahrelange Spiel zwischen beiden Räten ein Ende findet und der Stimmbürger weiss: Können wir uns dazu aussprechen oder nicht?

#### Abstimmung – Vote

Für den Antrag des Büros	21 Stimmen
Für den Antrag Morier-Genoud	9 Stimmen

An den Nationalrat – Au Conseil national

77.060

### Volksabstimmung vom 12. Juni 1977. Erwahrung Votation populaire du 12 juin 1977. Résultat

Bericht des Bundesrates und Beschlussentwürfe vom 19. August 1977

Rapport du Conseil fédéral et projets d'arrêté du 19 août 1977

Beschluss des Nationalrates vom 26. September 1977

Décision du Conseil national du 26 septembre 1977

#### Antrag der Kommission

Eintreten und Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

#### Proposition de la commission

Entrer en matière et adhérer à la décision du Conseil national

**M. Aubert**, rapporteur: Le 12 juin 1977, deux arrêtés fédéraux ont été soumis au vote du peuple et des cantons:

1. L'arrêté réformant le régime de l'impôt sur le chiffre d'affaires et de l'impôt fédéral direct a été rejeté par 1 117 044 «non» contre 760 830 «oui» et par 18 cantons et 6 demi-cantons contre 1 canton, le canton des Grisons, seul acceptant;

2. L'arrêté fédéral concernant l'harmonisation fiscale qui a été accepté par 1 133 652 «oui» contre 715 072 «non» et par 16 cantons et 3 demi-cantons contre 4 cantons: Schwyz, Zoug et Valais et 3 demi-cantons: Obwald, Nidwald et Appenzell-Rhodes-Intérieures.

Une réclamation, «eine Beschwerde», a été déposée contre le résultat du scrutin relatif à l'arrêté réformant le régime de l'impôt sur le chiffre d'affaires et de l'impôt fédéral direct. Il s'agit de la réclamation du citoyen Markus Schifferle, Gutstrasse 101, à Zurich. Le recourant affirme, dans une réclamation non motivée:

1) que les locaux de vote à Zurich n'étaient pas encore ouverts le jeudi 9 juin 1977, à 12 heures.

2) que l'objet numéro 1 de la votation fédérale du 12 juin, à savoir l'arrêté fédéral réformant le régime de l'impôt sur le chiffre d'affaires et l'impôt fédéral direct, viole le principe de l'unité de la matière.

Le premier grief portant sur l'ouverture des locaux de vote n'est pas sérieux. Même lors de votations cantonales, le canton de Zurich ne fait pas ouvrir les locaux de vote le jeudi déjà; la loi ne contraint donc pas à rendre les urnes accessibles si tôt en cas de votations fédérales.

Le deuxième grief quant à l'unité de la matière – cette fameuse «Einheit der Materie», dont nous avons déjà si souvent parlé à l'occasion de validations de résultats de votations – est devenu sans objet à la suite du rejet, par le peuple, de l'arrêté fédéral réformant le régime de l'impôt sur le chiffre d'affaires et l'impôt fédéral direct, le 12 juin dernier. Quant à savoir si une réclamation sur ce point est admissible – elle est dirigée, je vous le rappelle, contre une décision prise par les Chambres fédérales – c'est une question qui peut, momentanément, rester ouverte.

La commission a constaté, comme je l'ai signalé tout à l'heure, que le recourant n'avait pas motivé le grief qu'il formulait. En effet, M. Schifferle a indiqué – je traduis librement sa plainte –: «L'objet numéro 1 de la votation du 12 juin viole le principe de l'unité de la matière.» On ignore en quoi le recourant estime que cette unité de la matière a été violée. Il ne l'explique pas. Il ne motive pas cette opposition. Il semble perdre de vue que le principe de l'unité de la matière n'est pas violé, n'est pas transgressé, lorsque deux objets étroitement liés sont regroupés dans un même projet, et je pense que personne ne contestera que le régime de l'impôt sur le chiffre d'affaires et l'impôt fédéral direct sont des objets étroitement liés et qui étaient groupés dans un même projet.

La commission de vérification des pouvoirs a, d'autre part, contrôlé les résultats de cette votation populaire. Elle vous propose, à l'unanimité, de rejeter la réclamation de M. Markus Schifferle, pour autant que cette dernière ne soit pas déjà sans objet – vu le rejet de l'arrêté par le peuple – et de valider les résultats de la votation populaire du 11 juin 1977 en acceptant, *in globo*, les deux projets d'arrêtés qui nous sont soumis.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen*

*Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière*

*Gesamtberatung – Traitement global des projets*

#### Bundesbeschluss über das Ergebnis der Volksabstimmung vom 12. Juni 1977 (Neuordnung der Umsatzsteuer und der direkten Bundessteuer)

Arrêté fédéral constatant le résultat de la votation populaire du 12 juin 1977 (Réforme du régime de l'impôt sur le chiffre d'affaires et de l'impôt fédéral direct)

*Titel und Ingress, Art. 1 und 2*

*Titre et préambule, art. 1 et 2*

#### Bundesbeschluss über das Ergebnis der Volksabstimmung vom 12. Juni 1977 (Steuerharmonisierung)

Arrêté fédéral constatant le résultat de la votation populaire du 12 juin 1977 (Harmonisation fiscale)

*Titel und Ingress, Art. 1 und 2*

*Titre et préambule, art. 1 et 2*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme der Beschlussentwürfe	25 Stimmen
	(Einstimmigkeit)

**Präsident:** Die Beschwerde des Herrn Schifferle ist damit als erledigt zu betrachten.

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

## **Parlamentarische Initiative (Ziegler-Genf). Stimmrecht und Wählbarkeit für Achtzehnjährige**

### **Initiative parlementaire (Ziegler-Genève). Droit de vote et d'éligibilité abaissé à 18 ans**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1977
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	10
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	75.223
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	05.10.1977 - 09:00
Date	
Data	
Seite	565-569
Page	
Pagina	
Ref. No	20 006 157

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

**Dritte Sitzung – Troisième séance****Mittwoch, 7. Juni 1978, Vormittag****Mercredi 7 juin 1978, matin**

8.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Reimann

75.223

**Parlamentarische Initiative. Stimmrecht und Wählbarkeit für Achtzehnjährige (Ziegler-Genf)**  
**Initiative parlementaire. Droit de vote et d'éligibilité abaissé à 18 ans (Ziegler-Genève)**

Siehe Jahrgang 1977, Seite 565

Voir année 1977, page 565

Beschluss des Nationalrates vom 17. Januar 1978

Décision du Conseil nationale du 17 janvier 1978

**Antrag der Kommission**

Annahme der Initiative

**Proposition de la commission**

Adopter l'initiative

**Luder, Berichterstatter:** Das erweiterte Büro des Ständerates beantragt Ihnen, die parlamentarische Initiative Stimmrecht und Wählbarkeit für 18jährige, die uns vom Nationalrat überwiesen worden ist, anzunehmen und folgende Verfassungsbestimmung Volk und Ständen zur Abstimmung zu unterbreiten (Art. 74 Abs. 2 der Verfassung): «Stimm- und wahlberechtigt bei solchen Abstimmungen und Wahlen sind alle Schweizer und Schweizerinnen, die das 18. Altersjahr zurückgelegt haben und nicht nach dem Recht des Bundes vom Aktivbürgerrecht ausgeschlossen sind.» Ich möchte Sie darauf aufmerksam machen, dass gegenüber dem ursprünglichen Text des Initianten auf Antrag des Bundesrates eine kleine Aenderung vorgenommen worden ist, weil der Vorbehalt des kantonalen Rechtes nach Inkrafttreten des Bundesgesetzes über die politischen Rechte nicht mehr notwendig ist.

Eine zweite Vorbemerkung: Die nationalrätliche Kommission hat ursprünglich (im Jahre 1975) eine Motion zusätzlich eingereicht über die gleichzeitige Herabsetzung von Stimmrechtsalter und zivilrechtlicher Mündigkeit auf 18 Jahre. Die Motion ist nachher nicht weiter verfolgt worden, aber man ist sich im klaren, dass bei Annahme dieser Verfassungsbestimmung auch die zivilrechtliche Mündigkeit angepasst werden müsste.

Zum Entstehen dieser ganzen Materie: Der Nationalrat hat bereits vor drei Jahren – am 17. Dezember 1975 – mit 65 gegen 60 Stimmen beschlossen, der Initiative Folge zu geben. Am 5. Mai 1977 hiess er den durch den erwähnten Antrag des Bundesrates leicht modifizierten Text gut, diesmal mit 71 gegen 57 Stimmen. Im Ständerat fand die parlamentarische Initiative keine Gnade. Sie wurde am 5. Oktober 1977 mit 21 gegen 9 Stimmen verworfen. Damit war der Nationalrat erneut am Zuge; er hielt mit dem deutlichen Mehr von 77 gegen 34 Stimmen an der Annahme der Initiative fest.

Wenn Ihnen, nachdem das Geschäft nun zum zweitenmal wieder auf unserer Traktandenliste steht, Ihr erweitertes Büro den Antrag stellt, die Opposition aufzugeben und

dem Nationalrat zu folgen, so hauptsächlich aus folgenden Erwägungen:

Die Ansetzung des Stimm- und Wahlrechtsalters ist – mindestens in einem bestimmten Rahmen – eine Frage des Masses und nicht des Grundsatzes. In der alten Eidgenossenschaft lag es bei 16, zum Teil sogar bei 14 Jahren. Zur Beurteilung dieses Masses wird man wohl vor allem auf die genügende Reife, auf das Interesse der Betroffenen, auf die Umwelt, in der die anvisierten Mitbürger leben, und auf staatspolitische Gründe abstellen müssen. Der Reifegrad der heutigen 18- und 19jährigen dürfte für die Ausübung des Stimm- und Wahlrechtes zweifellos genügen. Es wird wohl niemand behaupten, im Kanton Schwyz, wo die Altersgrenze seit langem bei 18 Jahren liegt, oder in den Kantonen Obwalden und Zug, wo sie 19 Jahre beträgt, hätte sich diese Bestimmung irgendwie nachteilig ausgewirkt. Wir leben, wie die Wissenschaft feststellt, ohnehin in einem Zeitalter der Akzeleration, einer Beschleunigung des menschlichen Reifeprozesses, der sich nicht nur auf den körperlichen Bereich beschränkt. Wie weit der Reifeprozess zwischen körperlicher und geistiger Reife parallel vor sich geht, ist allerdings auch in der Wissenschaft umstritten.

Noch ein weiterer Punkt: der Einfluss der Massenmedien. Er führt heute zweifellos dazu, dass die Information auf allen Bereichen und damit die Auseinandersetzung mit allen Lebensfragen frühzeitiger einsetzt und aufgenommen werden kann als früher.

Umstrittener ist das Interesse, das die Jungen selber an einer Herabsetzung des Stimm- und Wahlrechtsalters haben. Eine im Jahre 1972 veröffentlichte Umfrage bei 30 000 16- bis 20jährigen Schülerinnen und Schülern aus der ganzen Schweiz ergab 54,7 Prozent für eine Herabsetzung. Der Bericht über die pädagogischen Rekrutenprüfungen 1976 zeigt, dass in einer Rekrutenumfrage, also bei 20jährigen, die Mehrheit ablehnend eingestellt ist.

Stellt man die Frage nach der Meinung der stimmberechtigten Generation selber, also der *beati possidentes*, ist die Antwort eindeutiger: Seit 1972 ist in 11 kantonalen Volksabstimmungen jeweils eine Herabsetzung des Stimmrechtsalters verworfen worden. Man hat sich allerdings vor Augen zu halten, dass seinerzeit bei der Entwicklung des Frauenstimmrechts eine ähnliche Situation festzustellen war und dass, wie dort, so auch hier bei der Frage des Stimmrechtsalters, wohl erst eine eidgenössische Abstimmung Aufschluss über den tatsächlichen Willen zu geben vermöchte. Betrachtet man die Umwelt von heute, in der die 18- und 19jährigen leben, darf man wohl feststellen, dass hier ein Argument für die Herabsetzung des Stimmrechtsalters liegt.

Viele der Jungen stehen bereits im Erwerbsleben, sie dürfen Motorfahrzeuge führen, und auch das Strafrecht setzt vom Alter 18 an eine grössere Verantwortung voraus. Zahlreiche Pflichten und Rechte sind also dieser Altersklasse bereits vor der zivilrechtlichen Mündigkeit zugesprochen.

Schliesslich die staatspolitische Frage: Es gibt zahlreiche Befürworter, die den Einbezug der 18- und 19jährigen deshalb begrüssen, weil dadurch die Jugend politisch mehr engagiert werden könnte. Ich zitiere hier eine Eingabe der CVP zur Umfrage der Arbeitsgruppe Wahlen, wo es heisst: «Wir regen ausserdem zu prüfen an, ob nicht der Eintritt in die Aktivbürgerschaft auf das 18. Altersjahr vorverlegt werden sollte. Die Vorverlegung soll bezwecken, den jungen Menschen (in den Berufsschulen, Gymnasien usw.) in die staatsbürgerlichen Rechte und Pflichten zu einem Zeitpunkt einzuführen, da er schon bald persönlich diese Rechte ausüben kann und die Pflichten zu erfüllen hat.» Grundsätzlicher Natur – und des besonderen Ueberdenkens wert – scheint mir aber vor allem die Aussage meines einstigen Staatsrechtslehrers Giacometti: «Dem demokratischen Grundsatz der allgemeinen Stimmfähigkeit entspricht es aber, den Eintritt der

politischen Volljährigkeit so früh als möglich festzusetzen.»

Das sind einige Gründe, die für die Herabsetzung des Stimm- und Wahlrechtsalters sprechen. Hinzu kommen noch einige, vielleicht mehr psychologische Erwägungen: Der Nationalrat hat nun in insgesamt drei Abstimmungen sein Ja in zunehmendem Masse verfestigt, zuletzt mit mehr als Zweidrittelmehrheit. Sagt der Ständerat heute nochmals nein, so gilt die parlamentarische Initiative nach dem Geschäftsverkehrsgesetz als von der Geschäftsliste gestrichen. Das erweiterte Büro ist der Auffassung, dass ein Schlusstrich dieser Art vermieden werden sollte in einem Fall, bei dem es um die Grenzen der Volksrechte geht und zahlreiche Vorstösse aus verschiedenen Parteien sich seit Jahren mit diesem Problem befasst haben. Das soll selbstverständlich nicht der einzige oder triftigste Grund zur Annahme der Initiative sein. Auf der anderen Seite darf aber auch die durchaus reale Möglichkeit, dass der Verfassungstext in der Volksabstimmung verworfen werden könnte, nicht als Argument gegen diese Initiative gelten. Die Aussicht auf negative Volksentscheide bestand schon öfters; sie hat jeweils mit Recht Entscheide und Anträge der Bundesversammlung nicht verhindert.

Die Frage der Herabsetzung des Stimmrechts- und Wahlrechtsalters steht nun einmal – das hat dieses dreimalige Ja des Nationalrates doch gezeigt –, politisch gesehen, «im Raum». Den Entscheid darüber können endgültig und aussagekräftig nur die zuständigen Instanzen, Volk und Stände, fällen. Die grosse Mehrheit Ihrer Kommission – 7 gegen 2 Stimmen – ist der Ueberzeugung, dass dieser Entscheid jetzt angerufen werden soll und der Versuch einer Erweiterung unserer Stimmbürgerschaft durchaus verantwortet werden darf.

Ich beantrage Ihnen deshalb, der parlamentarischen Initiative und damit dem Beschlussentwurf zuzustimmen.

**Bächtold:** Man hat im Hinblick auf den heutigen Antrag des erweiterten Büros von einer Kehrtwendung, ja von einer Bekehrung im Ständerat gesprochen. Dazu möchte ich immerhin feststellen, dass sich von den fünf Votanten, die sich das letzte Mal an der Diskussion in diesem Saal beteiligt haben, kein einziger grundsätzlich gegen die Herabsetzung des Stimm- und Wahlrechtsalters ausgesprochen hat. Ich habe Sie damals darauf aufmerksam gemacht, dass im Kanton Schaffhausen Volksinitiativen über die Herabsetzung des Stimm- und Wahlrechtes nicht nur einmal, sondern zweimal, nämlich 1972 und 1975, im Verhältnis 5:1 verworfen worden sind und dass beim letzten Urnengang, also 1975, der Vorwurf der Zwängerei ein oft gehörtes Argument war. Ich glaube, es war ganz einfach meine Pflicht, Sie auf diesen Sachverhalt, dieses Stimmungsbild aufmerksam zu machen.

Es wurden bei der letzten Debatte eigentlich nur Zweifel darüber geäussert, ob der Zeitpunkt zu einem Volksentscheid schon gekommen sei. Wir stehen hier vor ähnlichen Ueberlegungen wie bei der Frage des UNO-Beitrittes, doch mit dem wesentlichen Unterschied, dass ein negativer Ausgang keinen ausserpolitischen Scherbenhaufen von erheblicher Tragweite, sondern nur eine verlorene Runde in einem innenpolitischen Reifungsprozess bedeuten würde. Man müsste ein weiteres Mal zur Kenntnis nehmen, dass die Demokratie die Staatsreform der Geduld ist. Ich bin aber davon überzeugt, dass sich das Begehren auf Herabsetzung des Stimmrechtsalters schliesslich durchsetzen wird, und da auch ich kein prinzipieller Gegner bin, fällt es mir heute nicht schwer, mich dem Antrag der Mehrheit des erweiterten Büros anzuschliessen. Ich brauche da, was mich anbelangt, keine Bekehrung.

Der Antrag des erweiterten Büros – das ist Ihnen sicher nicht entgangen – hat zu zwispältigen Kommentaren in der Presse geführt. Man schrieb von Hintergedanken und Opportunismus, wobei nach einer bekannten Definition

Opportunisten Leute sind, die sich dünn machen, wenn das dicke Ende kommt, und das dicke Ende ist in diesem Fall die Volksabstimmung und das persönliche Engagement. In der Tat ist es so, dass sich die heutige eventuelle Zustimmung im Ständerat aus zwei Sorten von Ja zusammensetzt: Man kann zustimmen, weil man in dieser Sache nun einmal das Volk zum Zuge kommen lassen und keine Bremserrolle spielen will – ein Vorwurf, der dem Ständerat oft genug gemacht wird –, ohne dass man selber Befürworter ist. Das ist kein Opportunismus, sondern eine durchaus demokratische Haltung. Mein Ja und das Ja der andern Kollegen geht noch weiter und bedeutet auch die Verpflichtung, sich dann in der Abstimmungskampagne für die Herabsetzung des Stimm- und Wahlrechtsalters persönlich einzusetzen. Ein solcher Einsatz ist sachlich durchaus vertretbar.

Ich habe in den letzten Tagen noch einmal den sehr gründlichen und wahrscheinlich etwas in Vergessenheit geratenen Bericht der Studienkommissionen vom Jahre 1972 gelesen, der die Vor- und Nachteile sehr offen und klar darstellt. Wir stehen immer wieder vor Entscheidungen, wo beide Standpunkte, der negative und der positive, ungefähr gleichviel für sich haben und wo es schwer ist, sich für das eine oder für das andere zu entscheiden. In diesem Fall kann ich den befürwortenden Standpunkt deutlich als den besseren und den weitsichtigeren erkennen.

Den bereits von Herrn Vizepräsident Luder vorgetragenen Argumenten möchte ich nur eines beifügen: Aus historischer Sicht ist zu sagen, dass das Stimm- und Wahlrecht – das hat die Entwicklung der letzten hundert Jahre deutlich gezeigt – die Integration sich benachteiligt fühlender Gruppen ermöglicht und erleichtert. Die Arbeiterfrage wurde in den Industriestaaten Europas ganz wesentlich dadurch gelöst, dass die Arbeiter das Stimmrecht erhielten. Eine vergleichbare Entwicklung ist heute in der Frauenfrage zu beobachten.

Heute ist es ohne Zweifel so, dass die 18- bis 20jährigen eine Problemschicht in unserem Staate darstellen. Ihnen gegenüber müssen wir ganz bewusst eine positive Jugendpolitik betreiben. Ich meine, es würde auch den bürgerlichen Parteien nicht schaden, wenn sie sich in Zukunft um die zusätzlichen Stimmen der 18- bis 20jährigen kümmern müssten. In diesem Sinne bin ich für Zustimmung zum Antrag des erweiterten Büros.

**Graf:** Kollege Bächtold hat nun einen historischen Exkurs zum besten gegeben. Aber die Lösung der Arbeiterfrage hat natürlich mit dem Stimmrecht für die 18jährigen absolut nichts zu tun; auch ein Historiker kann einmal falsche Vergleiche ziehen.

Es ist schon interessant, dass wir im selben Augenblick, da wir für gewisse Leute bis zum 30. Altersjahr Schülerabonnemente ausgeben wollen, das Stimmrecht auf das 18. Jahr herabsetzen wollen. Merkwürdig, wie unselbständig erwachsene Menschen noch sind, wenn es um Subventionen geht. Denn die Geschichte vom Schülerabonnement stimmt leider. Für mich ist das aber wirklich Opportunismus, Freund Bächtold, wenn wir hier ja sagen. Die Schaffhauser haben vor ein paar Jahren die Herabsetzung mit 25 000 Nein gegen 6000 Ja abgelehnt. Wir wissen, dass das Volk nicht will, und wir wissen, dass das Schweizervolk andere Sorgen hat, als den 18jährigen das Stimmrecht zu geben.

Zur parlamentarischen Initiative: Wenn unsere Demokratie an etwas «verworgen» wird, dann wird es die parlamentarische Initiative sein. Damit können Sie das mühsame Sammeln von Unterschriften umgehen. Irgendeiner in diesem oder im anderen Rat – hier wird es weniger der Fall sein –, der sich profilieren will, reicht eine parlamentarische Initiative ein, und schon kommt die ganze Maschinerie in Schwung. Das mag heute noch angehen; warten wir aber einmal ab, wie es sich ausweiten wird. Ich bin

dafür, dass man solche parlamentarischen Initiativen – eben, weil sie so leicht einzureichen sind – genau prüft und nur zustimmt, wo sich wirklich eine Notwendigkeit ergibt.

Kollege Bächtold hat hier von den bürgerlichen Parteien gesprochen; mit sozialistisch hat das natürlich überhaupt nichts zu tun. Versuchen Sie einmal Unterschriften zu sammeln für das Stimmrecht der 18jährigen; da müssen Sie weit gehen und Ihre Sohlen durchlaufen, bis Sie sie beisammen hätten, und dann würde die Sache erst noch abgelehnt. Das umgeht man bewusst durch die parlamentarische Initiative, und dagegen wehre ich mich. Kollege Bächtold erwähnte allerdings, die Opportunisten würden sich dann drücken, wenn es zur Volksabstimmung kommt. Er hat es einfach, er ist dann beschäftigt und geht ja auch nicht hin; er wirft den «Bengel» auch nicht hoch für diese Geschichte. Jetzt wäre es an der Zeit, einen Punkt zu setzen und eben nicht in Opportunismus zu machen, sondern mit innerer Freude diese parlamentarische Initiative Ziegler abzulehnen.

Zur Frage der Frustrierung der 18jährigen muss ich gestehen, dass ich den Bericht über die Jugend, den Kollege Bächtold erwähnte, nicht gelesen habe; aber ich bin der Meinung: Geben wir den Jungen eine Aufgabe, dann können wir sie wieder «enteisen». Das ist ja beinahe wie bei jenem Vater, die nie zu Hause ist, aber dem Sohn ein Auto schenkt. Damit ist es wirklich nicht getan. Man kann den Leuten sagen: Wartet einmal, bis ihr wehrpflichtig, bis ihr 20jährig seid, dann ist es recht.

Das ist eine äusserst primitive Ansicht, die ich hier äusseren, aber ich sage sie dennoch, und ich bitte zu bedenken, welchen Weg wir da gehen, wenn wir das Anliegen Ziegler erheblich erklären, das im Endeffekt unserem Lande und seinen demokratischen Institutionen schaden wird. Davon bin ich fest überzeugt. Man muss auch einmal den Mut zum Nicht-Opportunismus haben. Deshalb müssen wir jetzt aus unseren Herzen keine Mördergrube machen. Wenn Sie hier für die Minderheit stimmen, stoppen wir die ganze Geschichte, denn sonst geht es weiter; trotz Personalstopp müssen da mehr Leute beschäftigt werden, denn das braucht eine Botschaft und wird später zur Volksabstimmung kommen.

Dieser Hund ist nun einmal begraben, und man sollte ihn nicht ausgraben. Wir haben wirklich andere Sorgen. Ich bin für die Minderheit; ich bitte Sie, wenn es Ihnen möglich ist, heute der Initiative Ziegler ein ehrwürdiges und sauberes Begräbnis zu bereiten.

**Ulrich:** Der Ansicht unseres lieben Kollegen Graf kann ich mich natürlich in keiner Weise anschliessen, obwohl ich mir bewusst bin, dass sich die Grafen in der Erteilung des Stimmrechtes nie besonders hervorgetan haben.

Wie Sie aus früheren Beratungen und aus meiner Motion aus dem Jahre 1968 wissen, bin ich ein ständiger Befürworter des Stimmrechtes und der Wahlfähigkeit für 18jährige. Unsere Demokratie würde nicht verlieren, sondern könnte dadurch nur gewinnen. Einer möglichst ausgedehnten Volksherrschaft entspricht auch die möglichst frühzeitige Erteilung des Stimmrechtes und der Wahlfähigkeit. Die Landsgemeindekantone kannten ein recht frühes Stimmrecht. Einer Studie über das frühe Stimmrechtsalter entnehme ich, dass zurzeit der Landsgemeinde im Kanton Schwyz folgende Regelung galt: Landsleute in bürgerlichen Ehren bis zum Anfang des 16. Jahrhunderts vom erfüllten 14. Altersjahre und seitdem vom zurückgelegten 16. Altersjahre an waren berechtigt und verpflichtet, an der Landsgemeinde des alten Landes Schwyz teilzunehmen. Die Kantonsverfassung von 1848 erteilte dann das Stimmrecht allen Kantonsbürgern, die das 18. Altersjahr erfüllt hatten.

Auch wenn die Begeisterung angeblich bei den Jungen selbst etwas fehlt und nicht alle vom Recht viel Gebrauch

machen sollten, bin ich nach wie vor der Ueberzeugung, man sollte in unserem Schweizerhaus niemand vor der Türe lassen, sondern alle miteinander die kommenden Probleme diskutieren und lösen. Die Probleme der Jugend sind durchaus ernst zu nehmen. Vieles was wir heute beschliessen und legiferieren und beraten, kann von grosser Bedeutung für die kommende Generation sein. Jedenfalls wird manches entscheidenden Einfluss auf die Jugend direkt ausüben. Andererseits ist bekannt, dass der Anteil der älteren Generation zufolge der höheren Lebenserwartung stark zugenommen hat. Ob deren Urteilsfähigkeit der heutigen Komplexen und Problemen gegenüber besser oder höher ist als bei den 18- und 19jährigen, möge jeder selbst beurteilen. Auch unter diesem Gesichtspunkt scheint mir daher die Ausdehnung des Stimmrechters um zwei Jahrgänge nach unten durchaus tragbar.

Das Zeitalter des Nachwächterstaates haben wir ja längst überwunden. Die Industriegesellschaft nach unserem Zuschnitt erfordert, dass sich der Staat mit allen Problemen des Zusammenlebens auch befassen muss. Das politische öffentliche Leben ist intensiver, komplexer, interessanter aber auch anspruchsvoller geworden. Je früher man sich damit befasst, um so besser. Dazu gehört eine entsprechende staatsbürgerliche Vorbereitung, dazu gehört aber auch, für jene, die es wünschen, das Stimmrecht.

Man war bei der ersten Beratung der Initiative im Oktober 1977 der Ansicht, der Zeitpunkt für eine erfolgreiche Abstimmung sei aufgrund der kantonalen Abstimmungsergebnisse und der Vernehmlassungen nicht besonders günstig. Obwohl sich diese Lagebeurteilung wenig geändert hat, glaube ich nun, angesichts der deutlichen Stellungnahme des Nationalrates, der Ständerat sollte sich der Durchführung einer Volksbefragung auf schweizerischer Ebene nicht mehr entgegenstellen. Das Stimmvolk soll nun dazu Stellung nehmen können. Sagt es ja, was ich sehr wünschen möchte, dann können sich die Kantone später anschliessen. Sonst bleibt es eben beim alten, und wir in Schwyz bleiben bei den Jungen, nämlich beim Stimmrecht für die 18jährigen.

Ich bin für Zustimmung zum Nationalrat.

**M. Morlier-Genoud:** Je voudrais m'élever contre les propos tenus par M. Graf. Ils me paraissent témoigner d'un mépris total à l'égard de la jeunesse, au point qu'il affirme que lui accorder le droit de vote à l'âge de 18 ans serait mettre en danger nos institutions démocratiques! C'est faire peu de cas de la maturité, de l'intérêt pour la politique que peuvent témoigner des jeunes de 18 à 20 ans tout autant que des jeunes qui ont déjà dépassé cet âge.

D'autre part, je ne sais d'où M. Graf tient ses informations, lorsqu'il nous déclare que le peuple suisse n'en veut pas, M. Graf certainement n'en veut pas, mais je ne sache pas que jusqu'à maintenant le peuple suisse se soit exprimé à ce sujet. Donnons-lui donc l'occasion de le faire. Comme vient de le rappeler M. Ulrich, certains cantons ont fait l'expérience du droit de vote à 18 ans et celle-ci n'a pas été mauvaise. Avec l'évolution actuelle, rappelée par le président de la commission, je crois qu'il se justifie pleinement de donner au peuple suisse l'opportunité de se prononcer à ce sujet.

Notre population vieillit de plus en plus, ainsi que notre électorat. Dès lors, il serait bon, pour l'équilibre et la représentativité de notre électorat, que l'on améliore sa représentation, qu'on l'élargisse en accordant le droit de vote à 18 ans; c'est une raison supplémentaire qui m'incite à vous inviter à suivre la majorité de notre commission et à proposer d'accepter cette initiative, afin que le peuple suisse puisse enfin se prononcer.

**Frau Lieberherr:** Ich möchte Sie bitten, Herrn Graf nicht zu folgen. Ich finde, es gibt angenehmere Sachen als an eine Beerdigung zu gehen, wie er das so gesagt hat. Auch

ich glaube, dass Herr Graf, wenn er sagte, das Schweizervolk habe entschieden, irgendwie Schaffhausen mit der Schweiz verwechselt. Für mich ist Schaffhausen ein sehr angenehmer Kanton, aber nicht die Schweiz. Aber ich meine, es wäre wichtig zu wissen: Wie denkt nun tatsächlich das Schweizervolk? Und als Vertreterin einer Minderheit, der Frauen, die auch durch den Entscheid der Männer zu vollwertigen Staatsbürgerinnen geworden sind, möchte ich doch sagen, dass es dazu immer einige Zeit braucht; es braucht eine demokratische Entwicklung, bis etwas so Wichtiges wie das Stimmrecht einer grossen Minderheit zugesprochen wird.

Nun noch etwas zu den Argumenten. Der Herr Referent hat wichtige Argumente gebracht; auch Herr Ulrich hat jetzt noch einige dazu gefügt. Ich möchte noch zwei nennen: Einmal das Argument, dass immerhin junge Leute – wenigstens die Frauen – mit 18 Jahren heiraten dürfen, die Männer ausnahmsweise auch, und ich bin der Meinung, dass Leute, die die Verantwortung für eine Familie tragen, auch Verantwortung in unserem Staatswesen mittragen sollen. Viele Abstimmungen betreffen doch gerade die Familien, die Kinder usw.; da bin ich also der Meinung, dass diese jungen Leute mitentscheiden sollen. Und noch etwas: Wir beklagen uns doch immer über die Stimmabstimmungen unserer Bürger. Untersuchungen haben gezeigt, dass zum Beispiel gerade die jungen Leute weniger an die Urnen gehen. Aber wieso gehen sie nun nicht an die Urnen? Ich habe jahrelang Staatsbürgerkunde erteilt an Gewerbeschulen. Und der grösste Teil unserer jungen Leute geht ja nicht durch Mittel- oder Hochschulen, sondern durch Gewerbeschulen. Ich habe erfahren, dass die jungen Leute Interesse haben an staatsbürgerlichen Fragen, sich gerne engagieren möchten, aber dann kommt eine Lücke: Sie sind ausgebildet, und dann müssen sie warten, bis sie volljährig sind, bis sie an die Urne gehen können. Und diese Lücke kann dann das Interesse, das einmal in der Schule geweckt wurde, wieder töten. Wenn es uns ernst ist, dass unsere Bürger sich für unsere öffentlichen Anliegen interessieren, dann müssen wir die Jungen einbeziehen.

Noch ein Wort zu unserer schweizerischen Jugendpolitik. Ich glaube, jugendpolitische Postulate müssten ganz im Zentrum unserer Überlegungen sein. Was heisst nun: Jugendpolitik? Es gibt sehr viele Ziele einer Jugendpolitik. Für mich ist aber immer Jugendpolitik: alle Bemühungen, um den jungen Menschen für die Öffentlichkeit, für die Gemeinschaft zu interessieren und ihn in diese Gemeinschaft in positivem Sinne hineinwachsen zu lassen, hineinwachsen in die Uebernahme von Pflichten. Aber Pflichten übernehmen heisst auch Rechte zu haben, bei der Gestaltung der Pflichten mitsprechen zu können. Ich betrachte das Herabsetzen des Stimmrechters als ein Mittel, um integrativ zu wirken in bezug auf unsere junge Generation, und ich glaube, wir sollten zu unserer jungen Generation, die akzeleriert heranwächst, Vertrauen haben. Das Vertrauen können wir zeigen, indem wir ihnen zumuten, in einem Alter an die Urnen zu gehen, in dem sie nach meinem Dafürhalten ausbildungsmässig und haltungsmässig auch fähig sind. Ich möchte Sie also bitten: Stimmen Sie der Mehrheit der vorberatenden Kommission zu.

**Luder, Berichterstatter:** Nur noch ein kleines Wort zu Herrn Graf. Er hat sich gegen das Institut der parlamentarischen Initiative gewandt und es als Mittel bezeichnet, mit dem man auf einfachste Weise zum Ziel kommen könne, anstatt sich der mühseligen Arbeit, Unterschriften zu sammeln, zu unterziehen. Herr Graf, das Institut der parlamentarischen Initiative ist keine Erfindung unserer Zeit. Es steht seit Anbeginn in der Verfassung in Artikel 93.

Wenn Sie die Entscheidanforderungen bei der parlamentarischen Initiative anfechten, so gilt diese Anfechtung genau gleich für das Instrument der Motion. Sowohl Motion wie

parlamentarische Initiative bedürfen ganz einfach der Mehrheit in beiden Räten. Wenn Sie also in Zukunft eine Motion einreichen oder eine Motion mitunterschreiben, so ersuche ich Sie nach Ihrem heutigen Votum, darauf zu verzichten, und sich auf die Socken zu machen, um Unterschriften zu sammeln.

**Bundesrat Furgler:** Ich möchte zu drei Punkten kurz Stellung nehmen: das Werden dieses Problems bis zur heutigen Entscheidungssituation, die geltende Rechtslage und Chancen einer Neuerung.

Im Jahre 1972 ist dieser wertvolle Bericht eingegangen (Herr Bächtold hat darauf verwiesen), und eine Studienkommission mit stark interessierten Mitbürgern hat sich der Mühe unterzogen, das Problem ein erstes Mal auszuloten (Herr Buser, der heutige Vizekanzler, war damals Leiter; Herr Galland, Chancelier d'Etat de Genève, war dabei; Herr Landschreiber Meier aus Zug; Herr Röheli, der heutige Regierungsrat von Solothurn; Herr Roos, der Präsident des Verwaltungsgerichtes von Bern; Herr Seiler, Kanzleidirektor Chur; Herr Stadler, Staatsschreiber St. Gallen; Herr Zweifel, der Staatsrechtler in meinem Departement; als Experte Herr Gruner, Professor; und als Sekretärin Frau Bruckner aus der Bundeskanzlei). Wenn Sie diesen Bericht damals schon ausgelotet haben, verspürten Sie, dass ein echtes Problem zur Diskussion gestellt wurde. Inwieweit kann man die Teilhabe, die Teilnahme an diesem Staat – bezogen auf die Menschen, bezogen auf ihr Alter – sichtbar machen? Damals stellte man fest: Das Problem ist noch nicht lösungsreif. Anno 1973 hat der Bundesrat dazu Stellung genommen und erwähnt, dass für die Legislaturperiode 1975–1979 ein Entscheid der Räte fällig werden dürfte. Daneben gab es Vorstösse, ich erwähne das Postulat Tanner, das Postulat Ulrich, die Motion Schaller. Alle wollten, dass man das Problem erneut aufgreife. Mir scheint, dass nach sechs Jahren Beratung in immer kürzer werdenden Abständen doch sichtbar gemacht werden kann, dass weite Kreise im Parlament den Reifegrad je länger, je mehr als gegeben zu erkennen glauben, so auch der Bundesrat.

Wenn nun in dieser Initiative – das ist der zweite Punkt – die heutige Rechtslage in Erinnerung gerufen werden muss, so deshalb, weil ja die Menschen unter 20 Jahren zwar nicht stimmen können, aber in sehr verschiedener Weise doch schon anders behandelt werden, wenn sie 18 Jahre alt geworden sind. (Ich durfte Ihnen das bei den ersten Beratungen sichtbar machen.) Ich erinnere Sie an das Arbeitsrecht – um nur ein Gebiet zu nennen – und an das Strafrecht, ein besonders heikles Gebiet, ist doch der Mensch in Situationen, wo er davon betroffen wird, ganz besonders empfindsam, um nicht zu sagen empfindlich gegenüber Staatsnormen, die ihn betreffen, an deren Entscheidungsprozess er nach der heutigen Lage nicht durch seine Stimme verbindlich mitwirken kann.

Der dritte Punkt: Ist es nicht eine Chance? Sie waren vielleicht überrascht, dass in der gestrigen Sendung der *Télévision romande* über die Vorstellung der Totalrevision unserer Bundesverfassung in einem hochinteressanten Gespräch auf eine Sondierung hingewiesen wurde, wonach über 80 Prozent der Befragten sich für eine solche Neuerung aussprachen, in der bekanntlich u. a. auch das Stimmrecht der 18jährigen erwähnt wird. Wir sind alle Realisten und wissen, dass trotzdem noch sehr viele Schwierigkeiten auch in jenem Bereich offen bleiben; aber mir scheint eine Deutung erlaubt zu sein: Aus dieser Sendung, aus der Teilnahme vieler Befragten ergibt sich doch, dass die Menschen viel interessierter an unserem eigenen Staat sind, als man gelegentlich glaubt, wenn wir an die Häufigkeit der Abstimmungen, an die Ueberwucherungen, die sich in der Aufgabenverteilung zwischen Bund und Kantonen ergeben haben, auch an die Ueberwucherungen in der geltenden Verfassung selbst denken. Ich werte das

als Chance. Bezogen auf die junge Generation teile ich die Meinung der Vorredner, die sich für eine Initiative ausgesprochen haben. Vollständig zu Recht hat Frau Lieberherr die Jugendpolitik auch unter diesem Aspekt betrachtet. Wenn ich an den staatsbürgerlichen Unterricht denke, den wir alle erlebt haben – nicht nur an die Lücke, die zwischen dem Abschluss der Schule und dem Mündigwerden besteht –, so denke ich dabei auch an die Chance, den staatsbürgerlichen Unterricht zu intensivieren in den Mittelschulen, in den Berufsschulen, wenn als Ziel gleichsam der Abschluss mit dem Eintreten in das Abstimmenkönnen mit 18 Jahren gegeben wäre. Jeder von uns arbeitet besser, zielbewusster, wenn er am Abschluss einer bestimmten Lehrzeit spürt – und das wäre mit 18 Jahren dann gegeben –, dass das, was er erlernt im staatsbürgerlichen Bereich, nachher von ihm praktiziert werden kann. Denn eine Schwäche des staatsbürgerlichen Unterrichtes besteht doch darin, dass er viel zu normativ gegeben wird, dass man nur Verfassungsbestimmungen erwähnt, ohne aber den Alltag sichtbar zu machen, den Sie hier täglich selbst miterleben und der uns deswegen auch lieb und teuer ist.

Herr Graf hat sich dagegen ausgesprochen; er hat die parlamentarische Initiative zum Problem gemacht. Nicht das Recht – Ihr Vizepräsident hat es sehr zu Recht gesagt – sollte in Diskussion gestellt werden, sondern das Mass. Nicht wahr: Das Vorrecht des Parlamentariers, mit einer parlamentarischen Initiative tätig zu werden, erachte ich als ein vorzügliches Mittel, wenn es massvoll angewendet wird. Dieses Instrument anzugreifen oder aufzuheben, käme doch niemandem von uns in den Sinn.

Ich möchte Sie ersuchen, dem Antrag Ihrer Kommission zu entsprechen. Es lohnt sich. Das Risiko ist uns bekannt, aber nur weil etwas riskant ist, die Abstimmung nicht auszutragen, ist keine Lösung. Wenn wir alle, wie Herr Bächtold es indirekt doch fordert, uns in dieser Weise auch am Gespräch vor der Abstimmung beteiligen, dann besteht eine gewisse Chance. Dass viele sich am Gespräch vor Abstimmungen nicht beteiligen, Herr Graf, gilt nicht nur für diese Frage als Gefahr, sondern das ist in allen Vorlagen, die wir vor dem Souverän zu vertreten haben, häufig festzustellen, und ich bedaure es jedesmal. Ich wäre mit der Mehrheit der Auffassung, dass die Sache nun reif ist und dass man dem Volk den Entscheid zumuten soll.

#### Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission (Eintreten)	24 Stimmen
Dagegen	10 Stimmen

#### Detailberatung -- Discussion par articles

#### Titel und Ingress – Titre et Préambule

Angenommen – Adopté

#### Ziff. I – Ch. I

**Luder**, Berichterstatter: Ich weise nochmals darauf hin, dass hier die Worte «oder des Wohnsitzkantons» gemäss Antrag des Bundesrates gestrichen werden müssen.

Angenommen – Adopté

#### Ziff. II – Ch. II

Angenommen -- Adopté

#### Gesamt Abstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes	25 Stimmen
Dagegen	8 Stimmen

An den Bundesrat -- Au Conseil fédéral

76.231

### Parlamentarische Initiative. Organisationsgesetz. Unvereinbarkeit (Alder)

### Initiative parlementaire. Loi d'organisation judiciaire. Incompatibilités (Alder)

Bericht der Kommission des Nationalrates und Gesetzentwurf vom 14. Juni 1977 (BBI II, 1235)

Rapport de la commission du Conseil national et projet de loi du 14 juin 1977 (FF II, 1205)

Stellungnahme des Bundesrates vom 26. Oktober 1977 (BBI III, 580)

Avis du Conseil fédéral du 26 octobre 1977 (FF III, 612)

Beschluss des Nationalrates vom 17. Januar 1978

Décision du Conseil national du 17 janvier 1978

#### Wortlaut der Initiative

Artikel 2 Absatz 2 des Organisationsgesetzes wird wie folgt geändert:

#### Abs. 2

... gewählten Beamten können nicht Mitglieder oder Ersatzmänner des Bundesgerichts sein.

#### Texte de l'initiative

L'article 2, 2e alinéa, de la loi fédérale d'organisation judiciaire est modifié comme il suit:

#### Al. 2

Les membres ... ne peuvent être juges ou suppléants.

#### Antrag der Kommission

Annahme der Initiative

#### Proposition de la commission

Adopter l'initiative

**Masoni**, Berichterstatter: Mit einer Einzelinitiative vom 9. Dezember 1976 beantragt Nationalrat Alder, durch eine Aenderung von Artikel 2 Absatz 2 des Organisationsgesetzes die Unvereinbarkeit zwischen Legislative (Bundesversammlung) und Judikative (Bundesgericht) auch auf die Ersatzmänner des Bundesgerichtes auszudehnen.

Die nationalrätliche Kommission hat den Antrag mit einer Uebergangsbestimmung ergänzt, wonach die Unvereinbarkeit für Mitglieder der Bundesversammlung nicht gilt, die im Zeitpunkt des Inkrafttretens bereits zu Ersatzrichtern gewählt worden sind; ferner hat sie das Wort «Ersatzmänner» durch «Ersatzrichter» ersetzt. Der Initiator hat sich dem Kommissionsantrag angeschlossen. Der Bundesrat, in seiner Stellungnahme vom 26. Oktober 1977, «erhebt in der Sache keine Einwendungen, obwohl er es vorgezogen hätte, die Frage, die er für sich allein weder als entscheidend noch als vordringlich erachtet, in grösserem Rahmen einer umfassenden Reorganisation der Bundesrechtspflege zu regeln.»

Am 17. Januar 1978 hat der Nationalrat aufgrund des schriftlichen Berichtes der Kommission die Vorlage diskussionslos, mit 69 gegen 0 Stimmen, gutgeheissen. Damit ist sie zu einer Ratsinitiative geworden. Dieser Initiative des Nationalrates hat sich Ihre Kommission oppositionslos angeschlossen.

Aus der praktischen Erkenntnis, dass die Macht, und zwar auch die demokratische, eine Tendenz hat, sich zu verabsolutieren und auszuweiten, weshalb sie Schranken benötigt, hat sich die Theorie des Rechtsstaates ausgebildet, welcher der Verfassung und der Rechtsordnung unterworfen ist. Der Rechts- und Verfassungsstaat ist durch die Grundrechte der Einzelnen sowie durch die Gewaltenteil-

## **Parlamentarische Initiative. Stimmrecht und Wählbarkeit für Achtzehnjährige (Ziegler-Genf)**

### **Initiative parlementaire. Droit de vote et d'éligibilité abaissé à 18 ans (Ziegler-Genève)**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1978
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	03
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	75.223
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	07.06.1978 - 08:00
Date	
Data	
Seite	234-238
Page	
Pagina	
Ref. No	20 006 813

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

wir den Vorstoss nicht in dieser verbindlichen Form entgegennehmen können. Es sind Verfassungsänderungen nötig, um diese Transitpolitik durchzusetzen, und das wird etwas länger dauern: Wir haben, gestützt auf die Postulate Albrecht und Leu, eine Arbeitsgruppe eingesetzt, die die mögliche Entwicklung des Strassentransites abzuschätzen hatte; sie hat auch beurteilen müssen, wie sich die vorgesehenen Massnahmen verwirklichen lassen und wie diese dazu geeignet sind, diesen überbordenden Transitgüterverkehr auf der Strasse zu verhindern. Aber nach geltendem Verfassungsrecht sind keine politischen Eingriffsmöglichkeiten vorhanden; alle Beschränkungen, die wir einleiten müssen, können wir nur verkehrspolizeilich begründen, also mit der Verkehrssicherheit. Die Gesamtverkehrskonzeption – Sie haben es gesagt – hat im Rahmen ihrer zusammenhängenden verkehrspolitischen Vorschläge die bundesrätliche Transitpolitik vollständig übernommen. Sie sieht wegen dem Strassenverkehr vor, dass er mit einer leistungsgerechten Abgabe die Strassenkosten decken muss, die er verursacht. Heute bezahlt er etwa 300 Millionen Franken im Jahr zuwenig. Um das zu überbrücken, ist eine Verfassungsgrundlage notwendig, und ich glaube, man muss diese schon in ein umfassendes verkehrspolitisches Paket einbetten. Der Gesetzgeber und das Volk werden also Gelegenheit haben, sich über dies Sache und die Transitpolitik ganz generell auszusprechen.

Der andere Partner des Transits, auf den es besonders ankommen wird, sind die SBB. Wir sind gegenwärtig daran, die Kapazitäten für die künftigen Transitmengen auf der Eisenbahn zu vergrössern; der Ausbau der BLS auf Doppelspur ist im Gang. Er ist allerdings unerlässlich, damit die ganze Transit-Transportkapazität Gotthard/Lötschberg genügend gross wird, um den SBB, insbesondere auf der Gotthardroute, diesen Huckepackverkehr zu ermöglichen. Die SBB und die mit ihr verbundene Hupag AG bieten gegenwärtig diese Huckepackmöglichkeiten an (274 Lastenzüge pro Tag können transportiert werden, bis 1981 kann man das auf über 400 steigern). Nach den Verkehrszählungen stellen wir fest, dass in den Sommermonaten 1977 allein am San Bernardino der Schwerverkehr Tageswerte bis zu 1380 Lastwagen erreichte, im Stundenmittel an der Spitze 120, also jede halbe Minute einen Lastenzug. Das ist gewaltig. Rund drei Viertel aller dieser Fahrzeuge sind schweizerische Fahrzeuge. Diese Zahlen und ihr Vergleich mit dem SBB-Angebot haben mich in keiner Weise beruhigt. Ich habe deshalb die SBB angewiesen, über alle Möglichkeiten zu berichten, das Angebot zu steigern, vor allem bezüglich Finanzbedarf und Fahrplanmöglichkeiten. Je nach der Entwicklung der Lage könnte es nötig werden, mit den Investitionen einen Zwischengalopp zu machen. Sie sehen also, dass wir schon heute versuchen, alle Möglichkeiten auszuschöpfen. Sie werden aber nicht genügen. Wir müssen die entsprechenden Verfassungsgrundlagen schaffen im Sinne des Motionärs. Nur sie können die bundesrätliche Politik durchsetzen helfen. Wir müssen sie wahrscheinlich auch in das Ganze einbetten. Wir sind mit dem Motionär in der Sache also einer Meinung. Wir können aber nicht schon für 1981 das ganze Paket auf den Tisch legen. Dazu wird es ganz bestimmt etwas mehr Zeit brauchen. Deshalb bitte ich den Herrn Motionär, seine Motion in ein Postulat umzuwandeln. Ich kann ihm versichern, dass sich an der Sache nichts ändern wird.

**Präsident:** Der Bundesrat beantragt Umwandlung der Motion in ein Postulat.

Gemäss Artikel 28 Absatz 3 des Reglementes frage ich den Motionär an, ob er mit der Umwandlung einverstanden ist.

**Andermatt:** Ich möchte Sie nicht mehr lange hinhalten. Ich bin nicht einverstanden mit der Umwandlung in ein Postulat.

Es sind nun zwei Jahre her, seitdem diese Motion auf dem Tisch des Bundesrates liegt. Seit zwei Jahren hat der Bun-

desrat sich einverstanden erklärt mit den Zielen dieser Motion. Nach zwei Jahren, nachdem nun die Gesamtverkehrskonzeption vorliegt, erklärt der Bundesrat, er sei durchaus einverstanden mit den Zielen dieser Motion. Es ist aber in diesen zwei Jahren allem Anschein nach in Richtung der Motion nichts geschehen. Ich bin der Meinung, dass wir hier festhalten müssen, damit dieses Problem nun beförderlichst an die Hand genommen wird. Ich bin auch der Auffassung, dass es nicht möglich sein wird, in einem grösseren Gesamtpaket eine Gesamtlösung, so wie sie die Gesamtverkehrskonzeption vorsieht, vorzunehmen, sondern ich glaube, dass wir nach schweizerischen Mustern pragmatisch vorgehen und mit kleinen Schritten gewisse Verbesserungen anstreben müssen. Eine solche Verbesserung würde ich wünschen auf den Zeitpunkt, in dem der Gotthard-Strassentunnel dem Verkehr übergeben wird.

Darum halte ich an der Motion fest.

*Abstimmung – Vote*

Für Ueberweisung der Motion	16 Stimmen
Dagegen	7 Stimmen

*An den Nationalrat – Au Conseil national*

75.223

**Parlamentarische Initiative. Stimmrecht und Wählbarkeit für Achtzehnjährige (Ziegler-Genf)**  
**Initiative parlementaire. Droit de vote et d'éligibilité abaissé à 18 ans (Ziegler-Genève)**

Siehe Seite 234 hiervor — Voir page 234 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 23. Juni 1978

Décision du Conseil national du 23 juin 1978

*Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Beschlussentwurfes	16 Stimmen
Dagegen	10 Stimmen

*An den Bundesrat – Au Conseil fédéral*

76.231

**Parlamentarische Initiative Organisationsgesetz. Unvereinbarkeit (Alder)**  
**Initiative parlementaire. Loi d'organisation judiciaire. Incompatibilités (Alder)**

Siehe Seite 238 hiervor — Voir page 238 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 23. Juni 1978

Décision du Conseil national du 23 juin 1978

*Schlussabstimmung – Vote final*

Für Annahme des Gesetzentwurfes	19 Stimmen
Dagegen	7 Stimmen

*An den Bundesrat – Au Conseil fédéral*

## **Parlamentarische Initiative. Stimmrecht und Wählbarkeit für Achtzehnjährige (Ziegler-Genf)**

### **Initiative parlementaire. Droit de vote et d'éligibilité abaissé à 18 ans (Ziegler-Genève)**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1978
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	12
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	75.223
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	23.06.1978 - 08:00
Date	
Data	
Seite	381-381
Page	
Pagina	
Ref. No	20 006 852

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.